



RAPPORT

BILAN CARBONE

2023





SOMMAIRE

A PROPOS D'ALIMA

INTRODUCTION

ACTIONS DE RÉDUCTION DE L'EMPREINTE D'ALIMA EN 2023

MÉTHODOLOGIE

PÉRIMÈTRES DE MESURE ET LIMITES

RÉSULTATS

- BILAN GLOBAL
- BILAN PAR PAYS
- ANALYSES COMPARATIVES

CONCLUSION



SOIGNER | INNOVER | ENSEMBLE

A PROPOS D'ALIMA

Créée en 2009, ALIMA (The Alliance for International Medical Action) est une ONG médicale humanitaire dédiée à offrir des soins de santé de qualité aux populations les plus vulnérables, en particulier dans les zones à forte mortalité touchées par des urgences et des crises. En s'appuyant sur des partenariats solides avec des organisations humanitaires locales et les communautés sur le terrain, ALIMA est devenue un acteur clé dans le domaine de l'aide médicale en Afrique.

L'objectif d'ALIMA est de transformer l'aide médicale d'urgence et de redéfinir la médecine humanitaire, en mettant l'accent sur la recherche et l'innovation pour maximiser l'impact de ses actions. Depuis sa création, ALIMA a traité plus de 13 millions de patients et est à l'initiative de multiples projets de recherche, portant sur la malnutrition, le paludisme, les épidémies d'Ebola, de COVID-19, fièvre de Lassa ou encore Monkeypox.

En 2023, ALIMA a pris en charge 2,8 millions de patients dont plus d'un million d'enfants de moins de 5 ans, reçu 157 393 personnes pour des consultations en santé mentale, assisté 67 617 accouchements, mené à bien 64 projets dans 13 pays à l'échelle de plus de 600 centres de santé, 70 hôpitaux et à travers des cliniques mobiles et postes de santé avancés.



INTRODUCTION

En 2021, ALIMA s'engage dans une démarche de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) suite à la première mesure de son Bilan Carbone en 2019 et à la publication de sa feuille de route environnementale. Avec l'appui de The Climate Action Accelerator, ALIMA définit 20 solutions opérationnelles visant à réduire l'impact environnemental de l'ONG, accompagnées d'indicateurs précis pour suivre et mesurer l'efficacité de sa stratégie. L'objectif fixé par l'organisation est de réduire de 62% (en intensité) ses émissions carbone d'ici 2030, tout en maintenant une cible idéale de réduction de 50% de son empreinte carbone d'ici 2023.

Depuis, ALIMA a parcouru du chemin en mettant en oeuvre une partie de ces solutions. En 2023, l'ONG publie son troisième rapport Bilan Carbone (pour l'année 2022), à l'occasion duquel une méthodologie renforcée permet de réduire considérablement la marge d'incertitude de son empreinte carbone et d'afficher un résultat plus proche de la réalité.

En parallèle, ALIMA intègre progressivement à sa stratégie la nécessité de transformer les soins de santé pour les rendre plus résilients aux conséquences du changement climatique. Qu'il s'agisse de son impact en termes de santé publique ou pour la continuité des activités des acteurs humanitaires sur le terrain, ce dernier oblige le modèle d'intervention d'ALIMA à s'adapter.

2023 fût une année décisive pour réaliser cette double ambition. D'abord, parce qu'après une première année de déploiement et de mobilisation des moyens en 2022, elle a été celle de l'accélération de la mise en oeuvre de la feuille de route. Aussi parce qu'elle fût celle où, bien que mesurés, de premiers résultats ont pu être observés.

Il est encore tôt pour évaluer complètement l'impact des actions d'atténuation entreprises. Mais l'analyse

du Bilan carbone 2023 est riche d'enseignements. Le premier d'entre eux : le poids des achats d'intrants médico-nutritionnels représente une part massive des émissions d'ALIMA. Pour cette raison, aucune réduction significative des émissions ne pourra se faire sans une contribution de l'ensemble du secteur de l'aide à la lutte contre le dérèglement climatique, ni sans un accès facilité aux financements permettant d'amorcer des transformations structurelles de pratiques. Si ALIMA engage sa responsabilité sur la réduction de ses émissions directes, l'ONG reste tributaire de choix sectoriels pour diminuer significativement ses émissions indirectes.

C'est la principale leçon de cette nouvelle édition du Bilan Carbone d'ALIMA, que nous vous invitons à découvrir dans les pages qui suivent. Nous souhaitons remercier les équipes qui participent chaque année à la mesure de ce Bilan Carbone annuel. Il s'agit en effet d'un exercice essentiel pour ALIMA qui permet d'adapter nos actions et nos décisions sur des informations factuelles et chiffrées et ainsi être redevables vis-à-vis de celles et ceux que nous appuyons dans nos pays d'intervention.



QUELLES ACTIONS ALIMA A ENTREPRISES EN 2023 POUR POUR RÉDUIRE SON EMPREINTE ?

En 2023, ALIMA a choisi de conserver le cap fixé deux ans plus tôt par sa feuille de route environnementale. Développement des énergies renouvelables, diminution des déplacements par avion, réduction et gestion des déchets... Sur chacun des chantiers prioritaires et nécessaires à sa décarbonation, l'ONG a maintenu et amplifié une dynamique à l'échelle de tous ses pays d'intervention.

Même s'il faut reconnaître une tendance continue à l'augmentation du Bilan Carbone d'ALIMA (due principalement à la croissance opérationnelle de l'organisation), les effets des premières mesures prises entre 2021 et 2022 ont commencé à porter leurs fruits. A périmètre constant, des progrès significatifs ont été réalisés notamment sur les émissions liées à notre production et consommation de l'énergie, ou encore sur la gestion des déchets biomédicaux.

Ces premiers résultats visibles encouragent les équipes d'ALIMA à accentuer les efforts, et confirment la nécessité d'un passage à l'action rapide des ONG et de l'ensemble du secteur pour initier un effet de levier qui permettra à tous les acteurs humanitaires de basculer vers un nouveau modèle d'intervention décarboné.

En attendant, découvrez le détail de nos réalisations dans le [rapport d'avancement 2024](#) de l'action environnementale d'ALIMA.





ENERGIE ET BÂTIMENTS

En 2023, ALIMA a investi des efforts considérables dans l'autonomisation énergétique des centres de santé et le passage au solaire, voici quelques actions qui ont été mises en place au cours de l'année :

- Mise en place de panneaux solaires dans les structures de santé : permet de lutter contre l'indisponibilité ou l'instabilité du réseau d'électricité local et d'augmenter la qualité des soins [projet CLEAN].
- Actions de sensibilisation des staffs ALIMA à la consommation énergétique raisonnée.
- Elaboration de la politique interne de gestion de l'énergie.
- Organisation d'une "semaine Energie" avec les coordinateurs logistiques et responsables logistiques projets et appui d'Electriciens sans frontières.

Chiffre clef :

1/7 Structure

de soins appuyée par ALIMA est équipée en solaire

Principale difficulté :

Les montants nécessaires à l'achat d'équipements photovoltaïques restent conséquents. Malgré un retour rapide sur investissement, notre modèle de financement basé sur les appuis de courts terme limitent notre capacité à investir et couvrir de telles dépenses.

Zoom sur un projet mis en oeuvre

Le projet CLEAN financé par ECHO mise sur le développement de solutions de décarbonation à l'échelle de 2 hôpitaux (Télimélé en Guinée et Mirriah au Niger) et 5 centres de santé en Guinée. Dans le cadre de ce projet, des solutions ont été mises en place pour décarboner les opérations humanitaires médicales :

- Installations de panneaux solaires dans les centres de santé
- Mise en place ou mise aux normes de zones à déchets
- Développement d'outils de planification et de suivi de la consommation énergétique, mais aussi des émissions liées aux déchets, au fret et aux déplacements.
- Formation / Sensibilisation des personnels de santé et des organismes étatiques aux problématiques environnementales.
- En Guinée, comme au Niger, le projet CLEAN a permis d'assurer le fonctionnement d'équipements médicaux (concentrateurs d'oxygène, couveuses, climatiseurs...) permettant d'offrir une disponibilité et une qualité des soins supérieures et continues.





DÉCHETS

ALIMA a renforcé l'appui aux structures de santé dans la réduction des déchets médicaux et non médicaux pour atténuer l'impact environnemental direct de ses actions. Un véritable tournant opérationnel a été amorcé, intégrant systématiquement ce volet dans l'ensemble des projets. Voici les activités qui ont contribué à atteindre cet objectif :

- L'élaboration d'une politique de gestion des déchets ;
- La mise en place au siège à Dakar d'un système de tri, de collecte et de recyclage avec un prestataire local ;
- La réhabilitation ou construction de zones à déchets dans les centres de santé et hôpitaux ;
- La formation des staffs médicaux et logistiques sur les normes et directives WASH ;
- Création d'un questionnaire pilote pour la mesure des déchets dans les structures sanitaires.

Chiffre clef :

25 Structures

de soins ont bénéficié d'une évaluation WASH en 2023

Principale difficulté :

Le niveau de maturité des filières locales de valorisation de déchets et le manque de matériaux de qualité pour la construction de zones à déchets durables limite la vitesse de déploiement de solutions de traitement.

Zoom sur un projet mis en oeuvre

Le projet PLASTIK financé par ECHO mise sur la réduction de l'impact environnemental de deux items médicaux (les sachets de dispensation médicamenteuse et les sachets d'intrants nutritionnels ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi) utilisés dans le traitement contre la malnutrition. Dans le cadre de ce projet, de nombreux acteurs ont été mobilisés pour atteindre cet objectif.

- Les structures de santé et les acteurs étatiques (notamment Ministère de l'Environnement et de la Santé) sont sensibilisés aux problématiques environnementales et impliquées dans la réponse, notamment via des engagements et des partenariats en matière de collecte, de tri, de stockage et de recyclage.
- Les mères d'enfants de moins de 5 ans diagnostiqués pour le traitement de la malnutrition sont sensibilisées à la collecte des sachets d'intrants nutritionnels par les relais communautaires.
- Des prestataires locaux ayant développé des solutions de traitement et de recyclage de ces déchets sont contactés pour collaborer avec les centres de santé dans la transformation de ces déchets.
- Des organisations étatiques et humanitaires sont informées des solutions proposées à travers la capitalisation du projet et la démonstration des alternatives de traitement.





FRET

L'augmentation radicale de la part du fret maritime dans l'acheminement de nos items reste un des grands challenges de l'organisation. En 2023, ALIMA a travaillé à identifier les principaux obstacles qui ont pu représenter un frein aux objectifs fixés, notamment la réduction du fret aérien et le recours croissant au fret maritime et aux commandes locales. Voici les actions qui ont favorisé la prise en compte des problématiques de Fret au sein d'ALIMA :

- Déploiement d'outils de planification des commandes médicales et logistiques
- Formation des équipes à la planification des commandes et aux outils MSF Supply
- Evaluation des opportunités de développer le fret maritime dans nos pays d'intervention
- La réflexion au déploiement de hubs logistiques régionaux pour faciliter l'acheminement des produits vers certaines zones et disposer d'un stock d'urgence à déployer rapidement.

Chiffre clef :

91% des marchandises livrées pour le fret aérien

8% pour le fret maritime

1% pour le fret routier*

Données exprimées en tonnes.km pour les achats MSF Supply du fret "amont" transitant de l'étranger vers les capitales uniquement.

Principale difficulté :

Au-delà des enjeux internes liés à l'optimisation de la planification et des processus de commande, le réel frein au passage massif au fret maritime reste budgétaire. Importer de plus grands volumes d'intrants médicaux nécessite d'investir dans des stocks pré-positionnés à plus grande capacité de stockage et de réfrigération. Mais les bailleurs de fonds sont réticents à financer les coûts associés.





DÉPLACEMENTS

En 2023, ALIMA a débuté une réflexion sur la réduction des émissions liées aux déplacements professionnels. Voici les premières actions qui ont été mises en oeuvre au cours de l'année :

- Appui au service de gestion des mouvements des staffs avec le développement d'un outil pour renforcer la planification des vols.
- Déploiement d'un outil de suivi des vols.
- Première réflexion sur l'élaboration d'une politique de déplacements.
- Début du mapping du parc de véhicules sur l'ensemble de nos pays d'intervention.

Chiffre clef :

91% des marchandises livrées pour le fret aérien

8% pour le fret maritime

1% pour le fret routier*

Principale difficulté :

Le modèle d'intervention d'urgence reste largement dépendant des transports aériens, et les marges de manoeuvre sur la réduction du nombre de vols sont ainsi très limitées. Pour autant, le modèle d'ALIMA basé sur la localisation de l'aide est un atout indéniable en matière de proximité par rapport à celui d'autres ONG internationales.





ACHATS

Les émissions liées aux achats de biens et de services représentent plus de la moitié de l’empreinte carbone d’ALIMA. C’est paradoxalement aussi une des catégories d’émissions sur lesquelles ALIMA a le moins de contrôle, mais des actions peuvent être mises en oeuvre à l’échelle de l’organisation pour réduire son impact. Voici les actions sur lesquelles ALIMA a travaillé en 2023 :

- Elaboration d’une politique d’achats responsables
- Intégration de critères environnementaux dans nos procédures d’achats (notamment agences de voyage et équipements informatiques).
- Mise en oeuvre de projets de réduction de l’impact de certains items (Projet PLASTIK) impliquant un plaidoyer auprès des fournisseurs (notamment sur les intrants nutritionnels).

Chiffre clef :

32% ses achats de produits à usage unique

71% ses achats de produits chimiques

41% ses achats de produits d’hygiène

Principale difficulté :

Les achats représentant plus de la moitié du Bilan carbone annuel d’ALIMA, à l’exemple des achats d’intrants nutritionnels (24.5%). Dans ses efforts pour réduire son empreinte environnementale, l’ONG reste donc largement tributaire des choix de production réalisés par ses fournisseurs, avec un nombre d’alternatives possibles extrêmement restreintes.





S'engager dans cette action environnementale, c'est aussi...

S'entourer de structures d'appui qui fournissent un accompagnement technique sur des thématiques qui s'imbriquent à l'expertise médicale d'ALIMA :

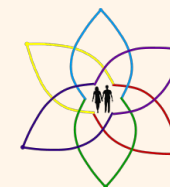
- Le Climate Action Accelerator (CAA)
- Le Réseau Humanitaire Environnement (REH)
- Electriciens sans frontières
- Les prestataires locaux spécialisés dans le traitement et le recyclage des déchets

Et de partenaires financiers qui soutiennent le déploiement de notre feuille de route environnement sur le terrain :

- Centre de crise et de soutien CDCS
- ECHO
- BHA-USAID
- UNITAID
- Fondation AXA
- CFAO
- Fondation SANOFI
- et tous les généreux donateurs qui ont participé à l'avancement des activités environnementales d'ALIMA.

Accompagner d'autres structures à faire le pas :

- L'embarquement des 6 ONG nationales partenaires dans la création de leur propre feuille de route environnementale
- La sensibilisation de partenaires nationaux à l'intégration de nos activités dans le cadre de nos activités communes



QU'EST-CE QU'UN BILAN CARBONE ?

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre, également désigné sous le terme de Bilan Carbone, a pour but de quantifier toutes les émissions, directes et indirectes, associées à la conduite d'une ou plusieurs activités. Les émissions directes sont celles générées directement par les opérations de l'organisation, tandis que les émissions indirectes proviennent de sources externes sur lesquelles l'organisation n'exerce pas de contrôle.

Ce processus d'évaluation nécessite la classification des diverses sources d'émissions de GES et la collecte de données pertinentes (telles que les volumes de carburant, les kilowattheures (kWh) consommés, les kilomètres parcourus, les coûts d'achat de certains produits, ainsi que les volumes de déchets produits).

Ces données sont ensuite intégrées dans des facteurs d'émission spécifiques, permettant de les convertir en une unité de référence, exprimée en kilogrammes ou en tonnes équivalent CO₂.

Méthodologie

La méthodologie appliquée pour le calcul du Bilan Carbone a été conçue en conformité avec les normes internationales en matière de calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment le Protocole GHG et la norme ISO 14064. Cette approche vise plusieurs objectifs. Elle permet d'identifier les activités générant les plus fortes émissions de gaz à effet de serre et de prioriser les actions visant à réduire l'impact environnemental. En outre, en impliquant le personnel humanitaire et les partenaires dans la collecte des

- le Scope 1 : les émissions directes de l'organisation liées à la combustion des énergies fossiles (carburant, chauffage, réfrigérants...);
- le Scope 2 : les émissions indirectes liées à la consommation de l'électricité;
- le Scope 3 : toutes les autres émissions indirectes de l'organisation (achats de biens et de services, fret, déchets, déplacements...).

L'incertitude

Lors de la mesure du Bilan Carbone, une part d'incertitude (souvent exprimée en pourcentage) est inévitable. Celle-ci résulte du fait que **les émissions ne peuvent pas être mesurées avec une précision absolue**, en raison de la diversité des acteurs et des variables impliqués. Cependant, cette incertitude tend à diminuer lorsque les sources d'émissions sont basées sur des données physiques concrètes (telles que les kilomètres parcourus, les litres de carburant consommés, etc.), car ces données sont moins susceptibles de fluctuer ou d'être affectées par des imprécisions comparativement aux valeurs monétaires.



PÉRIMÈTRES DE MESURE

Périmètre temporel

Le périmètre temporel concerne le **choix de l'année de mesure**. 2023 a été choisie pour la nouvelle mesure du Bilan Carbone, pour faciliter la comparaison avec les années précédentes. Ce travail a pu être facilité par un meilleur accès aux données et au personnel qu'au cours des années précédentes.

Périmètre opérationnel

Le périmètre opérationnel concerne l'ensemble des activités de l'organisation prises en compte dans le calcul du Bilan Carbone, catégorisées en postes d'émissions (Achats de biens et de services, Fret, Déplacements professionnels, Energie et Bâtiments et Déchets).

Périmètre organisationnel

Le périmètre organisationnel correspond à **l'ensemble des sites et pays, où ALIMA est implantée et intervient**, retenus pour le calcul du Bilan Carbone 2023. Le périmètre organisationnel correspond à l'ensemble des sites et pays, où ALIMA est implantée et intervient, retenus pour le calcul du Bilan Carbone 2023.

Nombre de salariés : **1866 personnes**



75.1

million Euros budget



POSTES D'ÉMISSIONS

La mesure du Bilan Carbone 2023 intègre la majeure partie des activités d'ALIMA. Pour des raisons de cohérence méthodologique, certaines émissions en sont exclues partiellement ou totalement. En raison de la fermeture des activités en Ouganda et de la mission au Sud Soudan fin 2022, le périmètre organisationnel de ce nouveau Bilan carbone est différent de celui de l'année 2022. Le Bilan carbone 2023 prend également en compte les déchets émis au siège de Dakar et les achats de la mission en Ethiopie, qui ne pour autant ne représentent respectivement que 0,002% et 0,1% de l'empreinte globale.

Pris en compte

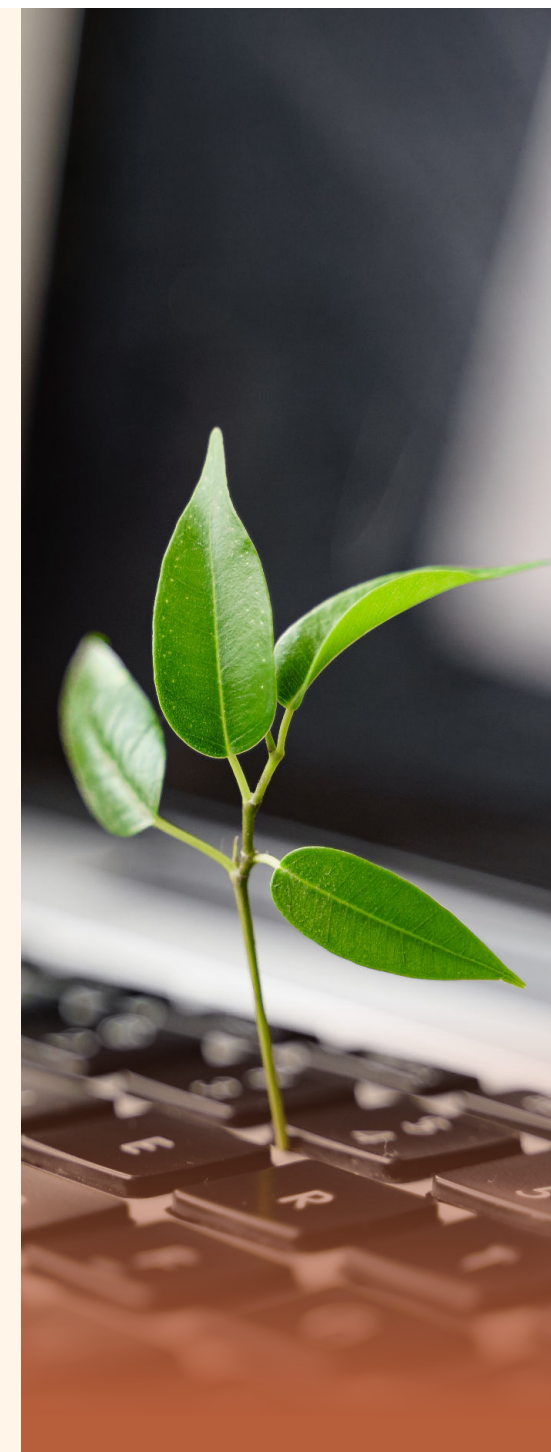
- Les achats de services et de produits ;
- Le fret amont ;
- Les déplacements domicile-travail ;
- Les émissions internes comprenant les énergies consommées dont les combustibles, l'électricité, les émissions fugitives dont la climatisation et la chaîne de froid ;
- Les émissions en aval avec le fret aval, les déplacements professionnels et les déchets.

Optionnels selon le pays et le contexte

- **Les achats et dons de produits nutritionnels** faits par les partenaires ;
- **Les services postaux** : comptabilisés uniquement pour les deux sièges (Sénégal et France) en raison de l'accessibilité des données dans les pays d'intervention. Pour ces pays, ces émissions sont considérées comme très faibles ;
- **Les déplacements Domicile-Travail** : comptabilisés uniquement pour les deux sièges, au vu de la difficulté de collecte sur l'ensemble des personnels terrain ;
- **Les déchets** comptabilisés au niveau des pays d'intervention et du siège de Dakar (le siège de Paris est exclu). Il s'agit des déchets des hôpitaux et centres de santé appuyés et non des bâtiments ALIMA, en raison de l'absence d'un système de monitoring permettant la collecte de ses données. Pour Dakar, il s'agit des déchets émis par le personnel du siège.

Exclus

- **Les actifs en leasing** (émissions produites par des biens loués qui ne sont pas comprises dans les émissions directes) ;
- **Les investissements** (émissions de GES émises par des entreprises tierces via l'acquisition de titres financiers) ;
- **L'utilisation et la fin de vie des produits distribués** (émissions liées aux produits et services nécessaires au fonctionnement des produits distribués tout au long de leur durée de vie ainsi que les émissions de leur(s) traitement(s) en fin de vie) ;
- **Les franchises aval** (émissions des franchisés).



LIMITES DE LA MESURE

Certaines données sont plus difficiles à collecter que d'autres en raison de l'absence d'informations harmonisées ou d'outils de suivi. Une méthodologie visant à réduire progressivement cette part d'incertitude est déployée et améliorée à chaque nouvelle mesure du Bilan carbone. Un niveau acceptable de qualité pour chaque donnée est proposé afin d'identifier les besoins d'amélioration dans la collecte. En 2023, trois aspects de la collecte se sont révélés relativement problématiques.

Niveau de qualité : faible

Déchets :

Il n'existe pas encore d'outils pour remonter les données liées à l'émission des déchets par les activités d'ALIMA. En 2023, la méthodologie élaborée en 2022 a permis d'estimer la quantité de déchets en fonction du nombre de patients pris en charge (hospitalisés et reçus en consultation) en appliquant un pourcentage à chaque typologie de déchets identifiée. En 2023, les données ont été remontées avec plus de précision, par rapport à 2022 ce qui a conduit à augmenter les émissions de GES, en plus de l'accroissement des opérations. En 2024, un outil pilote a été développé dans le cadre d'un projet soutenu par ECHO en Guinée et au Niger et est actuellement testé dans 2 hôpitaux et 5 centres de santé. Cet outil présenté sous la forme d'un questionnaire permet de remonter la quantité de déchets hebdomadaires produits dans les services appuyés par l'organisation.

Niveau de qualité : moyen

Electricité :

Les données de consommation énergétique sont difficiles à remonter et à contrôler. Lors de la collecte, ce sont des kWh ou le volume financier des factures d'électricité qui sont recherchés. Ceci rend plus compliqué le travail de traitement des données notamment l'application du facteur d'émission selon l'unité choisie. Ainsi, la méthodologie utilisée en 2022 a été conservée. Elle permet d'utiliser les données de superficie des bases vies, bureaux et pharmacies et les kWh collectés dans certains pays pour extrapoler le calcul auprès des pays manquant d'informations.

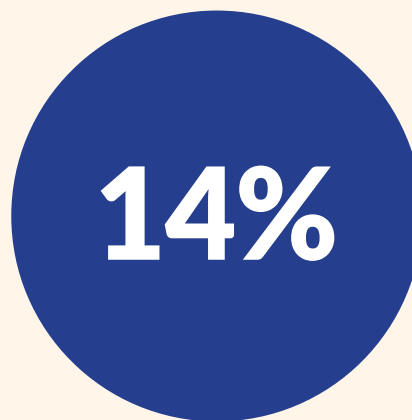
Niveau de qualité : moyen

Fret aval :

Le fret aval fait référence au fret qui transite des capitales aux zones d'intervention. Pour le moment, ALIMA ne dispose pas d'outils de suivi des marchandises qui transitent à cette échelle. L'estimation des données est partie des commandes MSF Supply reçues en capitale et envoyées sur les projets. Le reste des commandes effectuées directement dans le pays n'a pas été comptabilisé, ceci fait partie de l'incertitude.

Pour résumer :

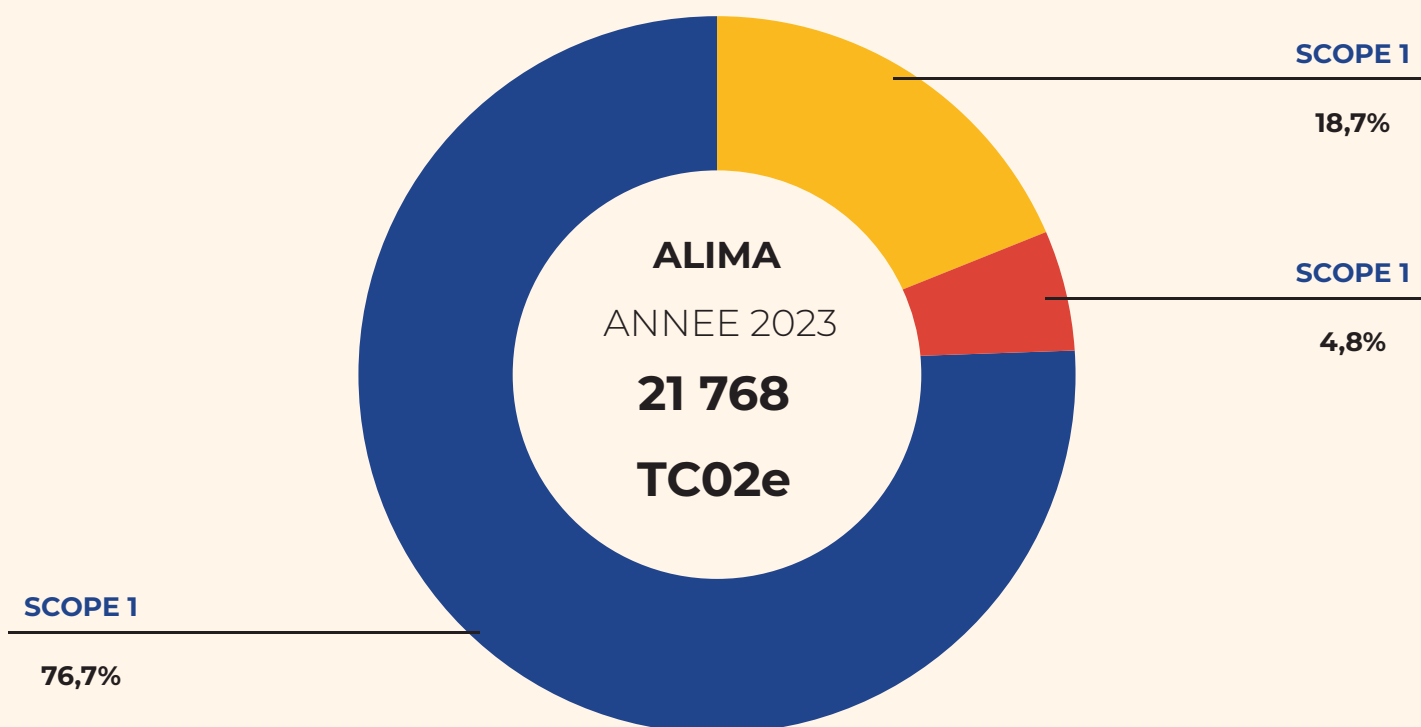
Dans l'ensemble, ces limites dans la collecte font partie de l'incertitude du résultat. Bien que de nouveaux outils et méthodologies sont actuellement élaborés, il est important de reconnaître que l'exercice de mesure du Bilan Carbone est un travail nécessitant la combinaison de multiples données et de certaines extrapolations, lorsque les données sur le terrain sont difficiles à récolter. La présence indiquant la part d'incertitude permet d'intégrer ces inconnues à la mesure.



**marge d'incertitude
du Bilan Carbone 2023 d'ALIMA**

BILAN CARBONE GLOBAL

RÉSULTATS PAR SCOPE



Le Scope 3 représente la majorité des émissions de gaz à effet de serre avec 76,5%. Ces émissions sont plus difficiles à réduire du fait qu'elles sont indirectes, et donc plus difficilement contrôlables par l'organisation.

Les résultats par scope présentent le Bilan Carbone sur base de la méthode de calcul du Protocole GHG. En 2023, ALIMA a émis un total de **21 768 tonnes d'équivalent CO2** pour l'ensemble de ses activités aux sièges et dans 13 pays d'intervention.

L'incertitude globale s'élève à 14%, soit un Bilan Carbone compris entre 16 453 tonnes CO2eq et 27 084 tonnes CO2eq.

Scope 1 : 18,7% des émissions totales, soit 4 039 TCO2eq.

Il regroupe les émissions de la combustion directe des énergies fossiles (carburant des véhicules et des générateurs, gaz utilisé pour le chauffage) ainsi que les émissions fugitives liées à l'utilisation des climatiseurs et des équipements de la chaîne du froid relâchant des gaz réfrigérants.

Scope 2 : 4,8% des émissions totales, soit 1 036 TCO2eq.

Il s'agit des émissions liées à l'électricité dans l'ensemble des bureaux, bases vies et pharmacies des bâtiments ALIMA.

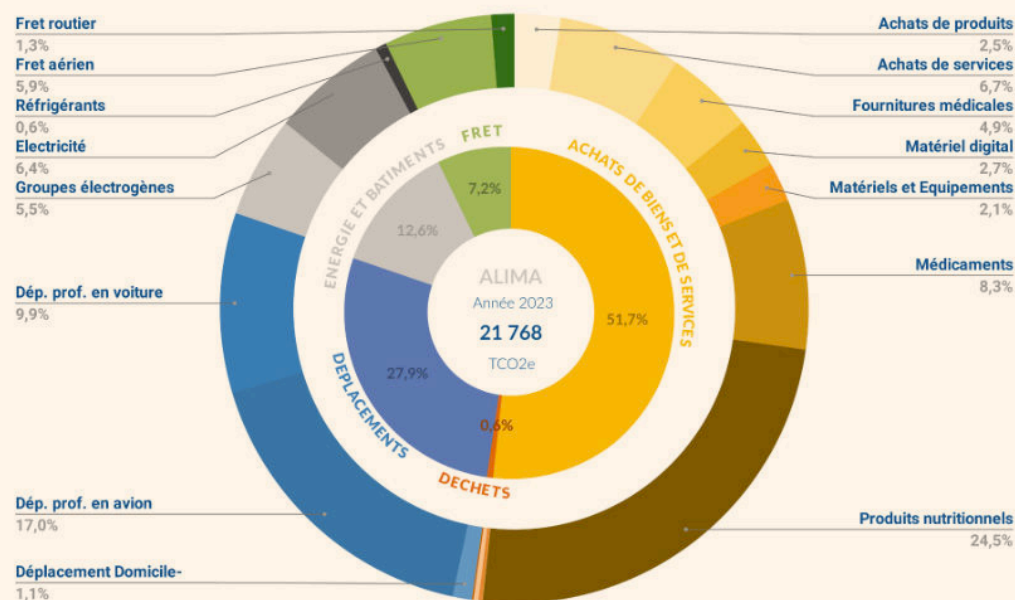
Scope 3 : 76,5% des émissions totales, soit 16 693 TCO2eq.

Il s'agit de l'ensemble des émissions indirectes liées aux activités d'ALIMA (achats de produits, services, fournitures médicales, matériel digital, matériel et équipements, médicaments, produits nutritionnels, déchets, déplacements et fret).

BILAN CARBONE GLOBAL

RESULTATS PAR CATÉGORIES ET SOUS-CATÉGORIES D'ÉMISSION

Entre 2022 et 2023, les émissions de GES d'ALIMA ont augmenté de 27%. Il est à noter que ce rapport fait état des résultats du Bilan Carbone 2023 et offre une comparaison avec l'année 2022, ainsi les pourcentages d'augmentation ou de réduction qui seront affichés juste après les noms de catégories représentent l'évolution des émissions entre 2022 et 2023. Voici le détail des émissions sur l'année 2023:



Le Scope 3 représente la majorité des émissions de gaz à effet de serre avec 76,5%. Ces émissions sont plus difficiles à réduire du fait qu'elles sont indirectes, et donc plus difficilement contrôlables par l'organisation.

Achats de biens et de services : +38% ; 51,7% des émissions, soit 11 258 TCO2eq.

Cette augmentation est majoritairement due à l'achat d'intrants nutritionnels liés à l'ouverture de nouveaux projets de nutrition dans trois pays (Niger, Nigeria et Tchad). Ces intrants représentent 24,5% des émissions totales de l'organisation, leur facteur d'émission et leur impact environnement sont très élevés.

Déplacements : +12% ; 27,9% des émissions, soit 6 080 TCO2eq.

On observe une hausse de 35% des émissions liées au déplacement par avion et de seulement 4% pour les déplacements par véhicule. Les vols internes ont augmenté en raison de l'ouverture de nouveaux projets et de l'augmentation des contraintes d'accessibilité de certaines zones en raison de l'insécurité.

Energie et Bâtiments : +6% ; 12,6% des émissions, soit 2 735 TCO2eq.

L'usage des groupes électrogènes varie selon les pays et les conditions d'accès au réseau d'électricité, néanmoins les émissions ont connu une très légère augmentation. On observe aussi une augmentation de 9% des GES pour l'électricité et de 13% pour les réfrigérants avec l'ouverture de nouvelles bases.

Fret : +54% ; 7,2% des émissions, soit 1 565 TCO2eq.

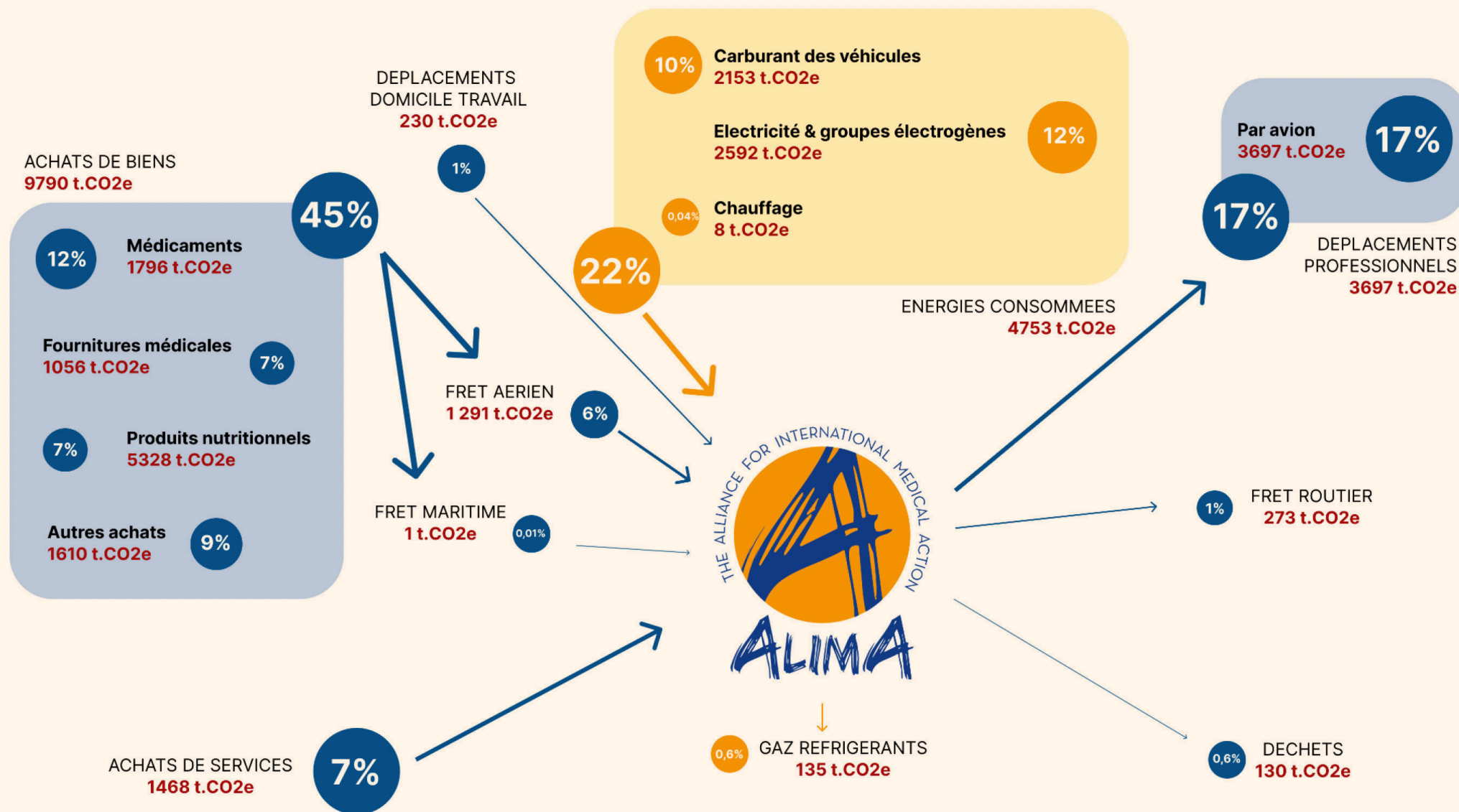
On observe une hausse des émissions liées au fret aérien et au fret routier ainsi qu'une réduction du recours au fret maritime. En 2023, les équipes logistiques ont travaillé sur l'amélioration des capacités d'anticipation des commandes permettant un recours facilité au fret maritime pour les prochaines années.

Déchets : +74% ; 0,6% des émissions, soit 130 TCO2eq.

Les émissions liées aux déchets émis par les activités médicales d'ALIMA ont fortement augmenté, en raison d'une meilleure remontée des données médicales, utilisées pour mesurer cette empreinte.

CARTOGRAPHIE DES FLUX DU BILAN CARBONE 2023 ALIMA

Cartographie des flux d'émission du Bilan Carbone 2023 d'ALIMA

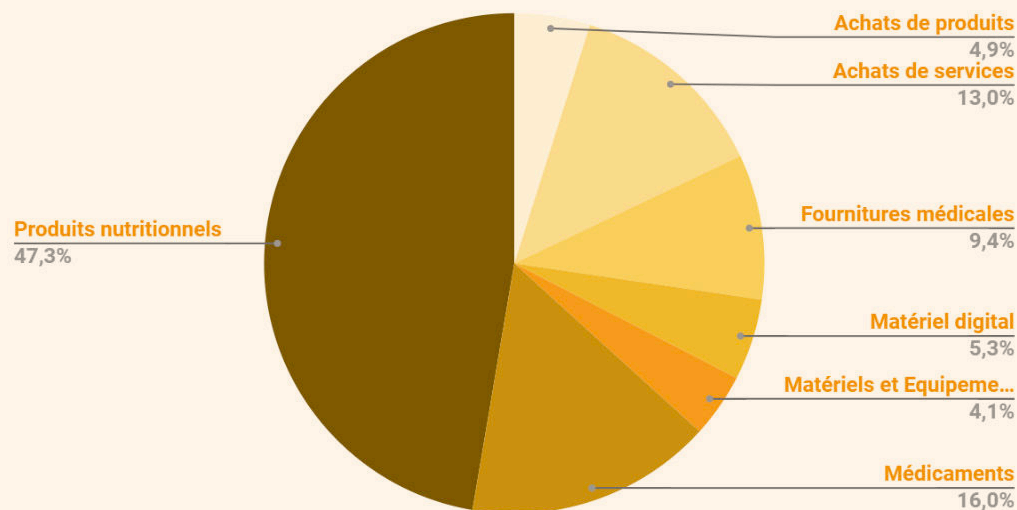


ACHATS DES BIENS ET SERVICES

+38% ; 51,7% SOIT 11 258 TCO2EQ

Entre 2022 et 2023, on observe une augmentation de 38% des émissions liées aux achats de biens et de services, majoritairement liée aux produits nutritionnels qui ont augmenté de 224% (en termes de quantités d'intrants) suite à l'ouverture de nouveaux projets.

Répartition des émissions de gaz à effet de serre



Produits nutritionnels ; +349% d'émissions de GES entre 2022 et 2023 ; 47,3% des émissions de la catégorie, soit 5 327 TCO2eq.

L'augmentation générale des achats est liée aux produits nutritionnels (lait thérapeutiques et ATPE) qui ont bondi en 2023 en raison de l'ouverture de nouveaux projets de nutrition, principalement au Niger, Nigeria et Tchad. L'empreinte environnementale de ces intrants nutritionnels est conséquente. ALIMA a de plus en plus recours à des achats directs pour éviter la dépendance aux partenaires externes et les ruptures d'intrants.

Médicaments ; -9% ; 16% des émissions de la catégorie, soit 1 796 TCO2eq.

Les émissions liées aux médicaments représentent toujours une part conséquente du Bilan Carbone d'ALIMA, l'activité médicale étant l'activité prioritaire de l'organisation. L'organisation peut réduire son empreinte en privilégiant le recours au fret maritime et en favorisant les achats locaux, afin de limiter l'impact environnemental lié au transport des médicaments.

Achats de services ; -36% ; 13% des émissions de la catégorie, soit 1 056 TCO2eq.

Il s'agit de prestataires intervenant sur la construction ou réhabilitation, maintenance ou entretien des centres de santé, mais aussi de services financiers, de communication et téléphonie/internet.

Fournitures médicales ; 6% ; 9,4% des émissions de la catégorie, soit 1 056 TCO2eq.

Il s'agit principalement de matériels et petits équipements équipements anthropométriques, produits à usage unique, bracelets MUAC, tentes et textiles. De manière générale, l'organisation a réduit l'achat de produits à usage unique en 2023.

Matériel digital ; +53% ; 5,3% des émissions de la catégorie, soit 591 TCO2eq.

On observe une forte hausse de l'achat de matériel digital avec l'ouverture de nouveaux projets dans quelques pays d'intervention et un renouvellement général du parc IT par le siège dont une partie a été recyclée et l'autre donnée à des centres de formation pour servir de cas pratiques.

Achats de produits ; -25% ; 4,9% des émissions de la catégorie, soit 551 TCO2eq.

Il s'agit des fournitures et matériels et équipements de bureau, des produits chimiques et d'hygiène dont les achats ont eu tendance à diminuer, ainsi que de la visibilité (achats de T-shirts...).

Matériel et équipements ; +6% ; 4,1% des émissions de la catégorie, soit 467 TCO2eq.

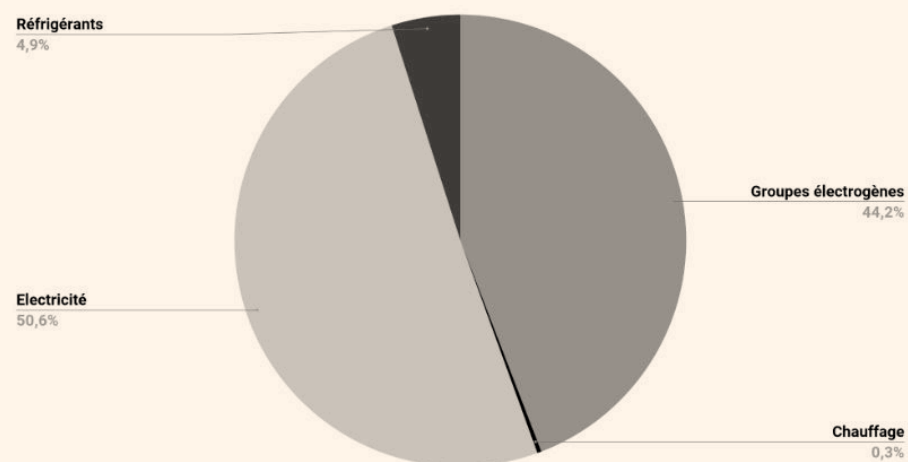
Il s'agit principalement de l'achat de climatiseurs, batteries, panneaux solaires, matériel médical et matériel de maison pour équiper les bases vies des équipes. En 2023, ALIMA a investi considérablement dans l'installation de panneaux solaires à l'échelle des structures de santé.

ENERGIE ET BATIMENTS

+6% ; 12,6% SOIT 2 735 TCO2EQ

Entre 2022 et 2023, on observe une augmentation de 6% des émissions liées à la catégorie Energie & Bâtiments (en particulier sur l'électricité, le chauffage et les réfrigérants) en lien avec l'ouverture de nouveaux projets. Pour autant, on observe de premiers effets positifs dans certains pays où l'installation de panneaux photovoltaïques permet une réduction des émissions.

Répartition des émissions de gaz à effet de serre



Electricité ; +9% ; 50,6% des émissions de la catégorie, soit 1 384 TCO2eq.

On observe une hausse générale de la consommation d'électricité, mais qui varie selon le pays. Les données sur l'électricité restent encore assez incertaines en raison de la difficulté à remonter certaines informations. De plus, certains facteurs d'émissions ont été revus à la hausse par rapport à 2022.

Groupes électrogènes ; +3% ; 44,2% des émissions de la catégorie, soit 1 208 TCO2eq.

La problématique de l'indisponibilité et de l'instabilité du réseau local dans une grande partie des projets d'ALIMA reste un enjeu majeur qui conduit à un usage plus important des groupes électrogènes.

Réfrigérants ; +13% ; 4,9% des émissions de la catégorie, soit 135 TCO2eq.

Une cartographie de l'ensemble des équipements émettant des gaz réfrigérants (climatiseurs, frigidaires...) a été réalisée en 2022 et mise à jour en 2023. On note une augmentation des émissions sur cette catégorie, avec une saison chaude plus intense dans une grande majorité des pays et une augmentation du facteur d'émission.

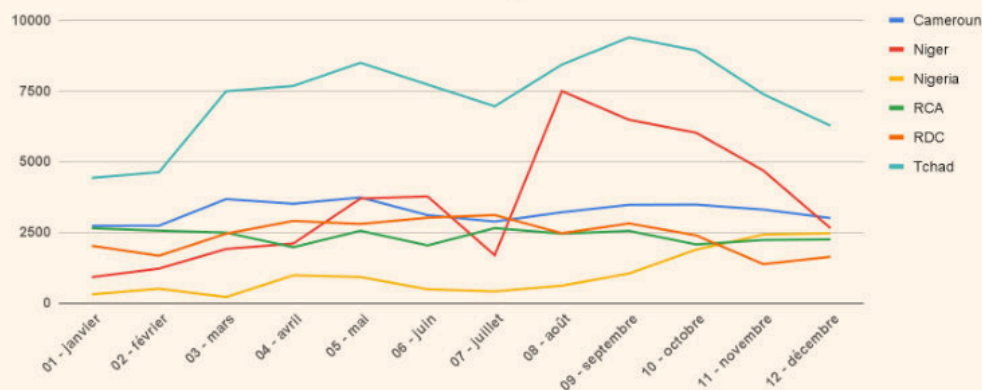
Chauffage ; +224% ; 0,3% des émissions de la catégorie, soit 8 TCO2eq.

Cela concerne uniquement la France et l'Ukraine, les émissions ayant augmenté avec le développement de la mission Ukraine.

La consommation de carburant des groupes électrogènes est élevée pour certains pays confrontés à des coupures régulières du réseau, majoritairement au Sahel.

*A noter que le graphique affiche uniquement les pays qui ont transmis leurs données mensuelles.

Evolution de la consommation de carburant des groupes électrogènes en 2023 (en litres)

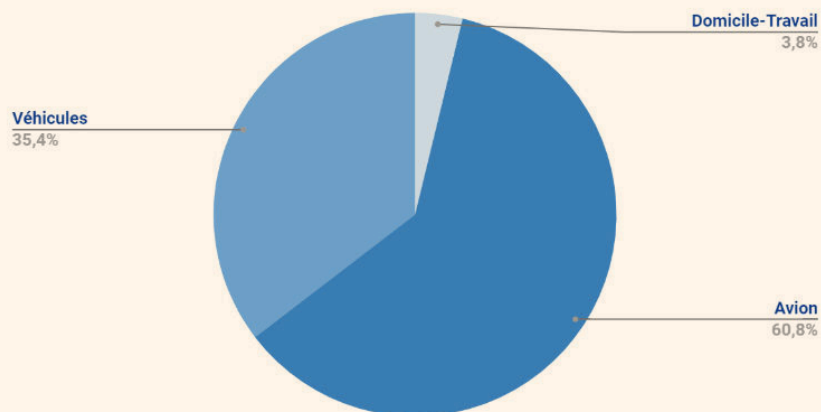


LES DÉPLACEMENTS

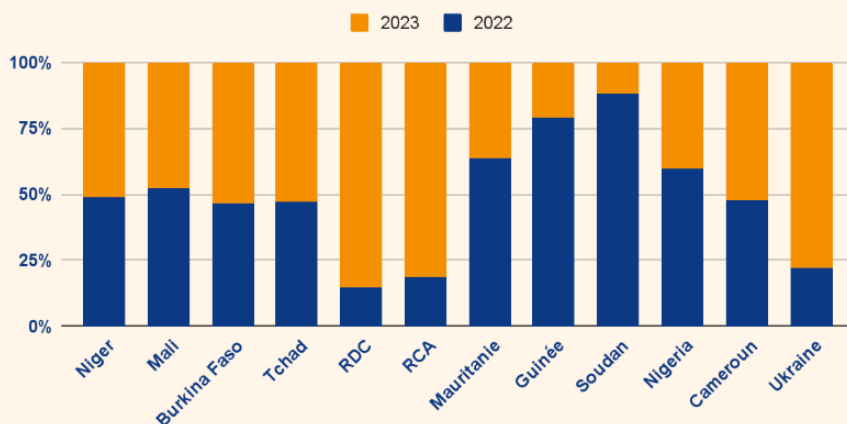
+16% ; 27,9% SOIT 6 080 TCO2EQ

Entre 2022 et 2023, on observe une augmentation de 16% des émissions liées aux déplacements, majoritairement liées aux déplacements par avion.

Répartition des émissions de gaz à effet de serre des déplacements professionnels



Part de la consommation annuelle de carburant des véhicules ALIMA

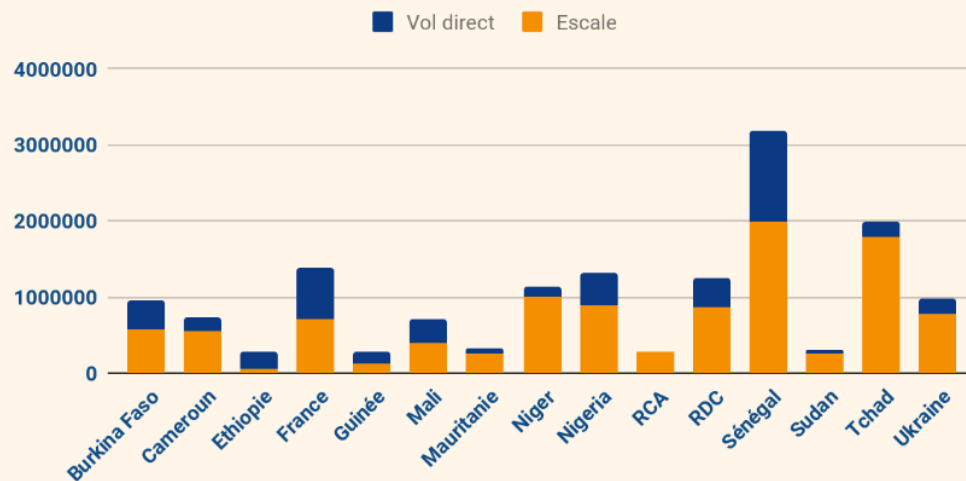


Déplacements par avion ; +35% ; 62,8% des émissions de la catégorie, soit 3 697 TCO2eq.

Les émissions de GES liées aux déplacements par avion ont augmenté de **12%** par rapport à 2022, tandis que le nombre de kilomètres parcourus a augmenté seulement de 1,1%. On explique cette croissance des émissions par l'augmentation des vols avec escales (avec la suppression de lignes directes pour certains pays) ainsi que la multiplication des vols courts utilisés dans les pays à forte insécurité où la circulation par route est fortement déconseillée. ALIMA a parcouru **16 130 370 kms** en 2023.

Les efforts de réduction se concentreront en priorité sur les vols internationaux et notamment sur le **siège de Dakar** avec une optimisation des déplacements des équipes du siège.

Kilomètres parcourus par vol direct ou par escale par pays

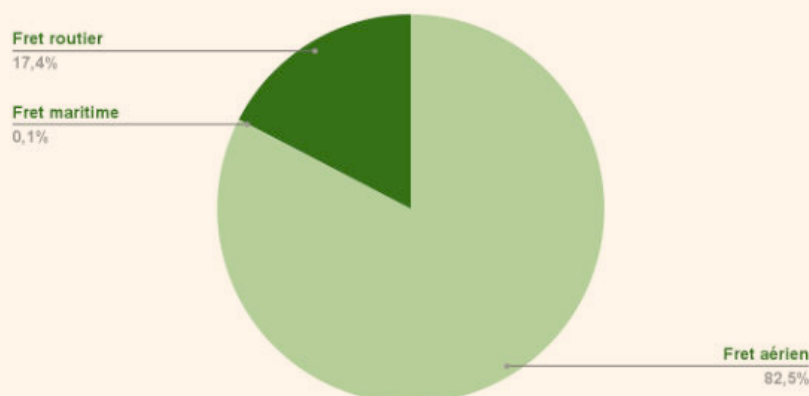


LE FRET

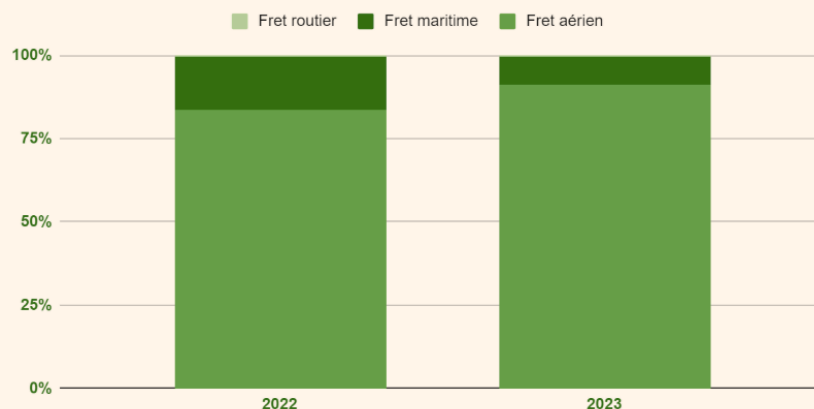
+54% ; 7,2% SOIT 1 565 TCO2EQ

Entre 2022 et 2023, on observe une augmentation de 6% des émissions liées au Fret, avec une hausse des émissions liées au fret aérien et routier, et une baisse du recours au fret maritime.

Répartition des émissions de gaz à effet de serre selon le type de fret



Evolution de la part différents types de fret (% des T/Km)



Uniquement le fret transitant de l'étranger jusqu'aux capitales des pays d'intervention (fret amont)

Fret aérien ; +64% ; 82,5% des émissions de la catégorie, soit 1 291 TCO2eq.

En 2023, les commandes aériennes ont été plus importantes qu'en 2022 (en tonnes par km). Cette même année, le département logistique a travaillé à renforcer la planification des commandes avec les équipes médicales et logistiques en développant des outils et un plan d'action visant à réduire le recours au fret aérien. Une stratégie visant à renforcer le pré-positionnement des stocks de médicaments a également été conçue.

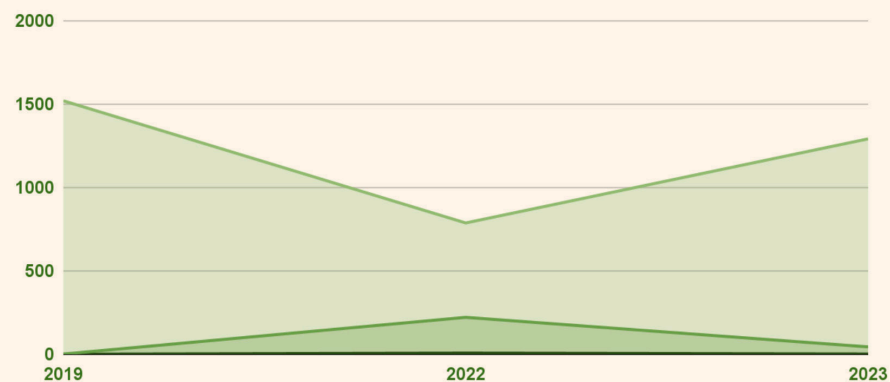
Fret maritime ; -80% ; 0,1% des émissions de la catégorie, soit 1 TCO2eq.

Le fret maritime représente seulement 0,1% des émissions de gaz à effet de serre liées au fret. On observe une réduction des commandes de fret maritime en 2023 comparé à 2022, liée à une capacité limitée d'entreposage et de gestion de stocks trop importants.

Fret routier ; +23% ; 17,4% des émissions de la catégorie, soit 273 TCO2eq.

Le fret routier représente 17,4% des émissions de GES liées au fret. Il est cependant plus difficile à estimer en raison des difficultés de remontée des données au niveau des capitales jusqu'aux zones de projet.

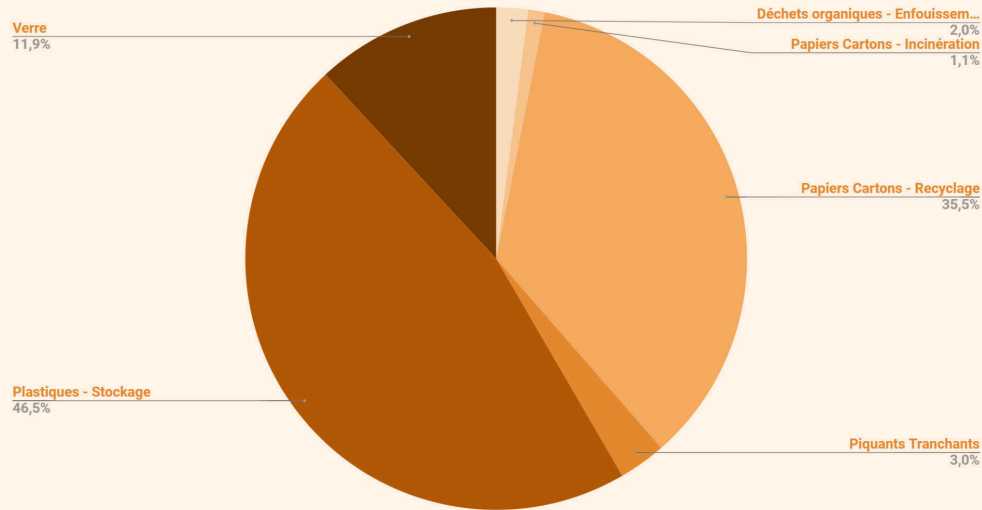
Evolution des émissions de GES selon type de fret (TCO2eq)



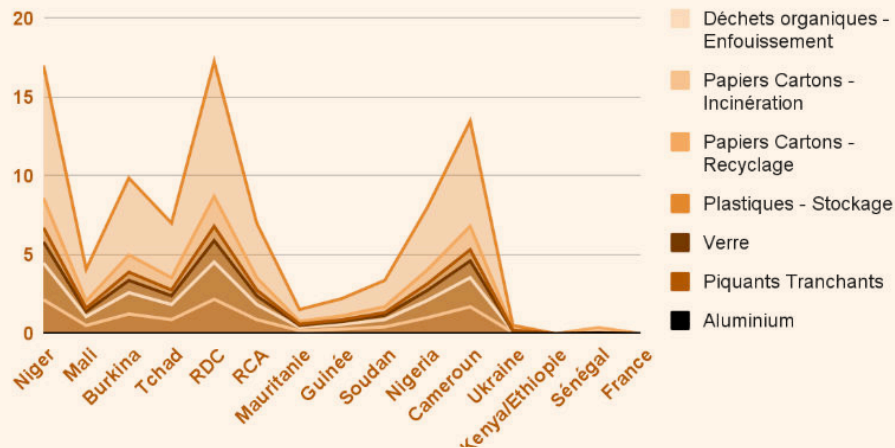
LES DÉCHETS

+74% ; 0,6% SOIT 130 TCO2EQ

Répartition des émissions de gaz à effet de serre



Répartition des types de déchets par pays (Tonnes)

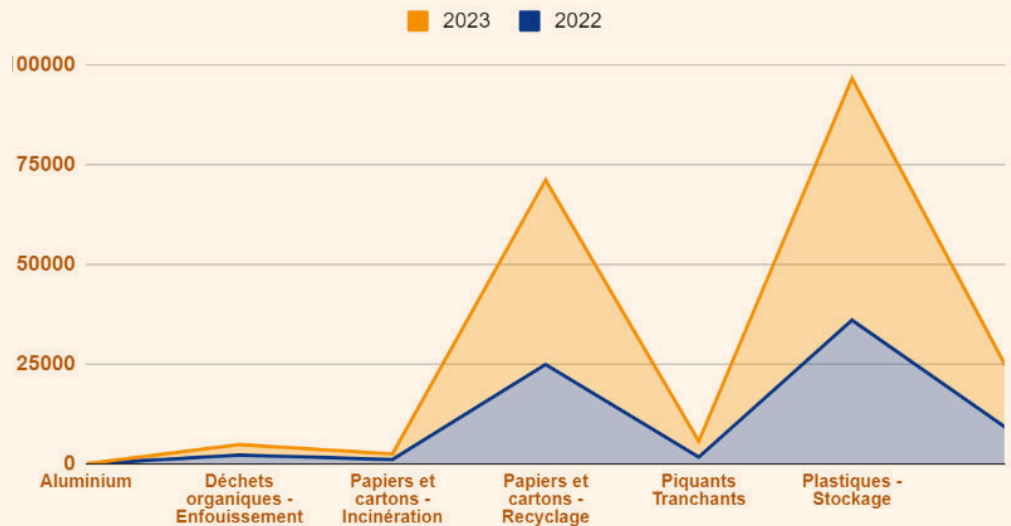


De manière générale, en 2023, on observe une **augmentation des émissions liées aux déchets** produits par les activités opérationnelles d'ALIMA, principalement due à une **remontée des données plus précise** par rapport aux années précédentes. Ainsi, à travers ses opérations l'organisation a émis 241 tonnes de déchets dans ses pays d'intervention. Néanmoins, il est important de considérer que cette méthodologie doit être précisée pour bénéficier de données plus proches de la réalité.

Les déchets les plus émetteurs de GES sont le **plastique et le papier/carton** avec la méthode du recyclage. Les trois pays les plus producteurs de déchets sont le **Niger, la RDC et le Cameroun**, corrélés au nombre de patients pris en charge (hospitalisations et consultations) et donc au volume opérationnel.

En 2024, ALIMA travaille à **l'amélioration de sa méthodologie de mesure des déchets** dans les centres de santé avec un test en Guinée et au Niger avec le soutien de notre partenaire ECHO..

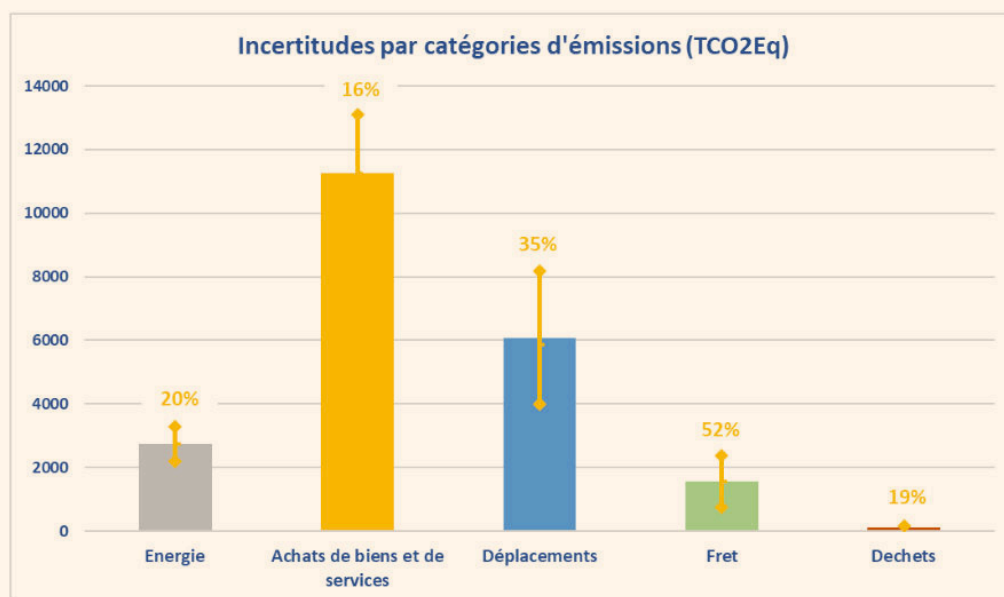
Evolution des émissions de GES en fonction de la typologie (KgCO2eq)



INCERTITUDE GLOBALE

+38% ; 51,7% SOIT 11 258 TCO2EQ

L'incertitude globale du Bilan Carbone 2023 s'élève à 14% contre 18% en 2022, avec une meilleure précision permise par une collecte de données plus fine dans la majorité des catégories et sous-catégories d'émissions.



L'incertitude globale s'élève à 14%, soit un Bilan Carbone compris entre 16 453 tonnes CO2eq et 27 084 tonnes CO2eq.

Achats de biens et de services ; incertitude de 16%.

La catégorie des achats de biens et de services comprend des données monétaires, dont l'incertitude est plus élevée. En revanche, les données physiques tels que le nombre d'ordinateurs achetés ont une incertitude moins élevée, ce sont généralement les incertitudes des facteurs d'émissions qui font augmenter l'incertitude globale.

Déplacements ; incertitude de 35%.

Les données sur les vols internes et internationaux ont été prises directement des agences de voyage avec lesquelles ALIMA collabore. Ainsi, ces données ont une incertitude plus faible car un système de monitoring a été mis en place pour mesurer l'empreinte. Les déplacements par véhicules sont comptabilisés avec la consommation de carburant, tandis que l'enquête Domicile-Travail, réalisée uniquement au Sénégal et en France pour les deux sièges, se base sur des extrapolations augmentant ainsi l'incertitude des données.

Energie ; incertitude de 20%.

Si les données de chauffage possèdent l'incertitude la plus faible, les réfrigérants présentent une plus grande part d'incertitude. Pour l'électricité, les données sont plus difficiles à remonter, et des extrapolations sont souvent réalisées pour certains pays ce qui augmente l'incertitude globale de la catégorie.

Fret ; incertitude de 52%.

Le fret est la catégorie qui présente la plus grande incertitude du fait de la difficile estimation des distances parcourues, des modes de transports et de la capacité de charge comparée à l'efficacité énergétique des véhicules. Pour autant, l'incertitude sur les données du fret amont est faible, comparée aux données du fret aval où des extrapolations ont dû être réalisées. En revanche, l'incertitude des facteurs d'émissions est très élevée pour l'ensemble des frets.

Déchets ; incertitude de 19%.

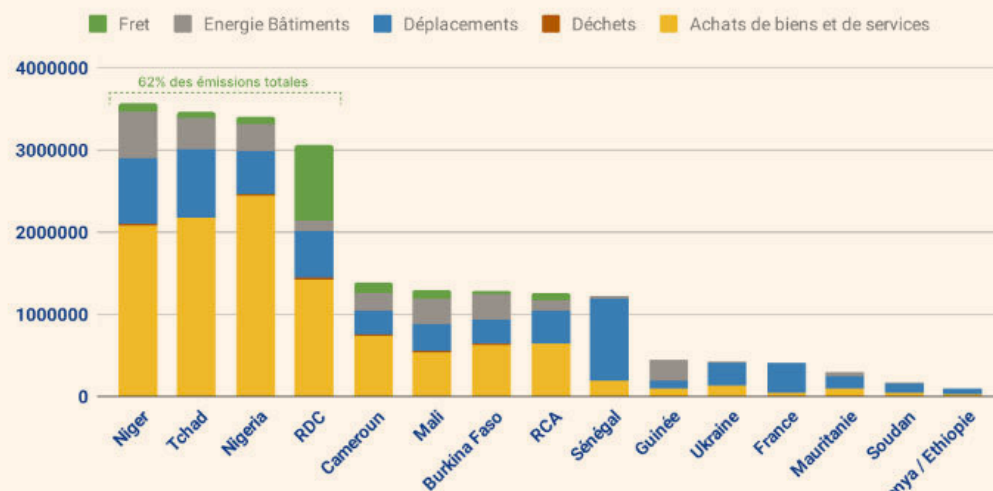
L'incertitude liée aux déchets peut s'expliquer par le fait qu'ALIMA n'a pas encore le moyen de mesurer de manière précise les quantités de déchets, la méthodologie se base sur le nombre de patients reçus en consultations ou hospitalisés.

BILAN CARBONE

PAR PAYS

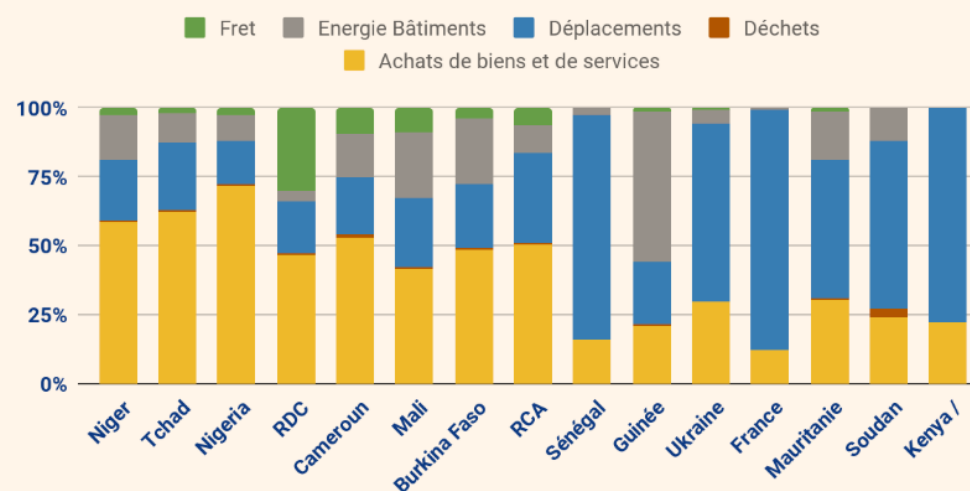
Les résultats par pays seront présentés sur base des données 2023 avec une analyse comparative avec l'année 2022 permettant d'identifier les hausses et les baisses des émissions.

Comparaison des émissions de GES dans les pays d'ALIMA selon les grandes catégories d'émission



Les 4 premiers pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre (Niger, Tchad, Nigeria, RDC) représentent **62% des émissions totales** de l'organisation, soit près de la moitié. Leur empreinte considérable s'explique en grande partie par le recours aux **intrants nutritionnels** qui participent pour beaucoup à l'augmentation de l'impact environnemental. En outre, leur volume opérationnel justifie aussi leur première place.

Comparaison des émissions de GES dans les pays d'ALIMA selon les grandes catégories d'émission

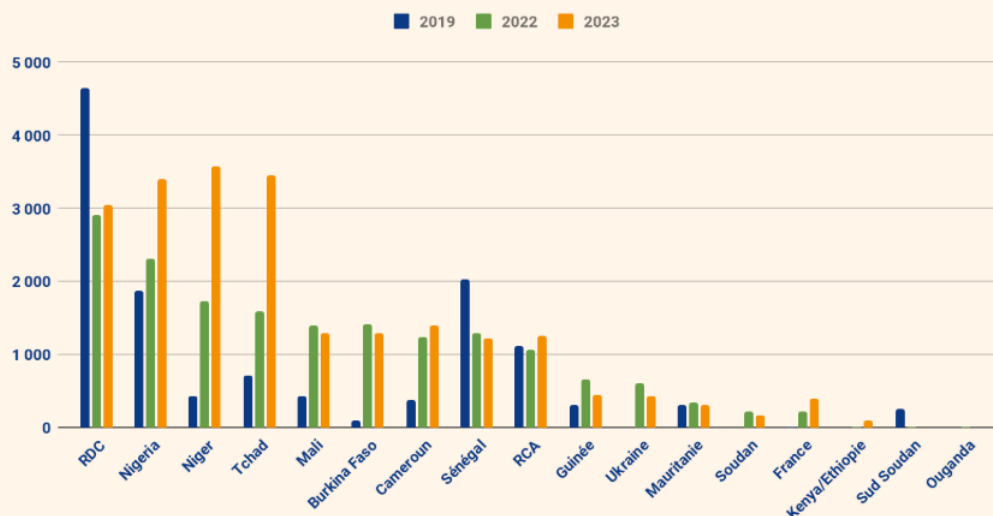


Dans l'ensemble, la majorité des émissions sont liées à la catégorie des **Achats de biens et de services**, exceptés les pays où les opérations ne sont pas ou peu développées (Sénégal, France, Guinée, Soudan, Kenya/Ethiopie...). Pour la RDC, pays d'une importante superficie, le fret aérien représente un enjeu majeur de réduction de l'empreinte. Dans l'ensemble, les déplacements (en particulier par avion) et la consommation d'électricité et des générateurs sont des enjeux considérables.

COMPARATIF 2022-2023

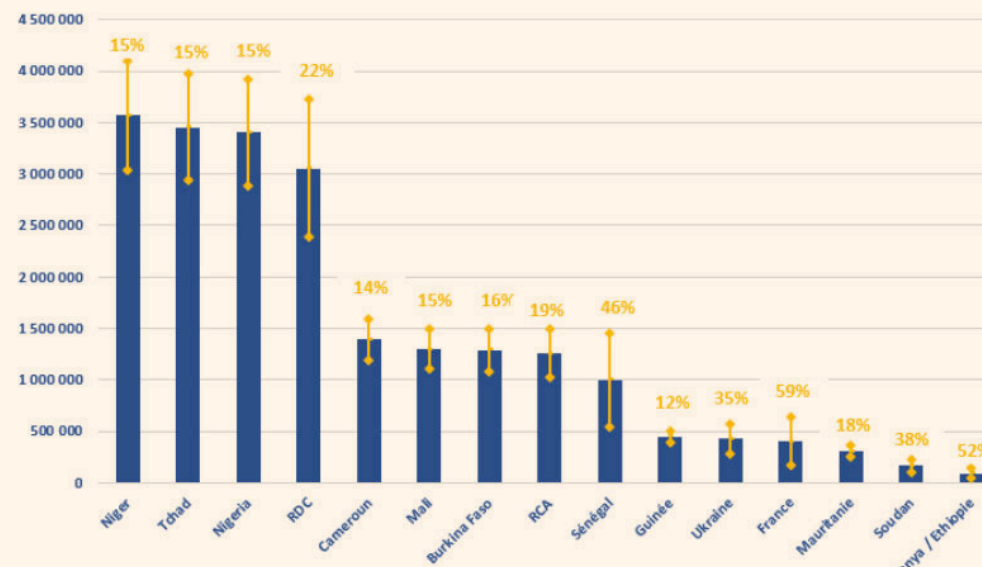
PAR PAYS ET INCERTITUDE

Evolution des émissions de GES par pays sur les trois derniers Bilans Carbone (TCO2eq)



De manière générale, **les émissions des pays entre les deux dernières années restent plus ou moins stables**, exceptés pour le Nigeria, le Niger et le Tchad. L'année 2019, première exercice de mesure, enregistre des résultats un peu différents des autres années, les calculs ayant été basés sur une plus grande quantité d'informations financières au vu de l'indisponibilité à cette époque des données physiques.

Incertitudes par pays (KgCO2Eq)



L'incertitude varie selon les pays, les facteurs d'émissions des données propres à chaque pays (notamment sur l'électricité) et la disponibilité des données. Ainsi, la France a une incertitude élevée avec la catégorie des Déplacements, où les données récupérées auprès des agences de voyage ne prennent pas en compte les escales, ce qui oblige à les extrapoler. Pour une majorité des pays d'intervention, le niveau d'incertitude globale se situe entre 12 et 22%, montrant ainsi que le Bilan Carbone de chaque pays peut être plus ou moins élevé que les valeurs finales médianes en raison de cette incertitude.

INDICATEURS DE PERFORMANCE PAR PAYS

Les volumes financiers présentés ici sont les volumes opérationnels de chaque pays au 31/12/2023. Pour le Sénégal et la France, il s'agit des budgets 2023.

Pays	Équivalent temps plein (ETP)	Volume opérationnel (€)	GES (TCO2eq)	Ratio (TCO2eq/ETP/)	Ratio (kgCO2eq/€)	Pourcentage du total des GES d'ALIMA	Pourcentage du budget d'ALIMA
Niger	220,73	7 278 000	3 567	16,2	0,5	16,4%	10,5%
Tchad	196,38	6 947 000	3 453	17,6	0,5	15,9%	10,1%
Nigeria	215,98	6 389 000	3 403	15,8	0,5	15,6%	9,3%
RDC	150,34	9 763 000	3 054	20,3	0,3	14,0%	14,1%
Cameroun	147,3	5 842 000	1 393	9,5	0,2	6,4%	8,5%
Mali	196,52	6 064 000	1 298	6,6	0,2	6,0%	8,8%
Burkina Faso	239,06	6 626 000	1 286	5,4	0,2	5,9%	9,6%
RCA	207,48	6 225 000	1 258	6,1	0,2	5,8%	9,0%
Sénégal	103,87	8 894 000	1 220	11,7	0,1	5,6%	12,9%
Guinée	91,69	2 348 000	446	4,9	0,2	2,0%	3,4%
Ukraine	42,83	363 000	426	9,9	1,2	2,0%	0,5%
France	17,62	83 000	403	22,9	4,9	1,9%	0,1%
Mauritanie	26,86	1 282 000	306	11,4	0,2	1,4%	1,9%
Soudan	17,92	494 000	165	9,2	0,3	0,8%	0,7%
Ethiopie	5,67	429 000	90	15,9	0,2	0,4%	0,6%
ALIMA	1 880,25	69 024 081	21 768	11,6	0,3	100%	100%



NIGER

3 567 TCO2eq ; Rang : 1/15 ; Budget global : 7 278 000 € ; ETP : 220,73

En 2023, on observe une augmentation de 105% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette forte hausse est majoritairement due à l'achat d'intrants nutritionnels. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

58,3% des émissions totales, soit 2 081 TCO2eq.

On constate une forte augmentation des achats en 2023 liée principalement aux produits nutritionnels, aux achats de services (maintenance/entretien), achats de produits et de matériel digital. Cette hausse s'explique aussi par l'augmentation consécutive du budget de la mission et l'ouverture de nouveaux projets.



FRET;

2,8% des émissions totales, soit 100 TCO2eq.

Dans l'ensemble, les émissions liées au fret ont peu augmenté (+3% par rapport à 2022). On note une légère augmentation des émissions du fret aérien, et une baisse de celles du fret maritime et routier.



Déplacements ;

22% des émissions totales, soit 786 TCO2eq.

La mission Niger a connu une forte augmentation des vols longs courriers en raison de la suppression de certains trajets directs depuis et vers de nombreux pays suite au Coup d'Etat en 2023 (+70% des émissions sur les déplacements aériens). Les émissions liées aux véhicules ont connu une très légère baisse (-1%).



Energie et Bâtiments ;

16,2% des émissions totales, soit 577 TCO2eq.

De manière générale, les émissions liées à cette catégorie ont augmenté de 25%, principalement dû à l'augmentation du volume opérationnel. En effet, cela est majoritairement conditionnée à la hausse de la consommation de carburant des groupes électrogènes (+66%) avec les coupures de courant régulières. On constate aussi une hausse de 16% des émissions liées à la consommation d'électricité en 2023 et une hausse de 29% sur les gaz réfrigérants.

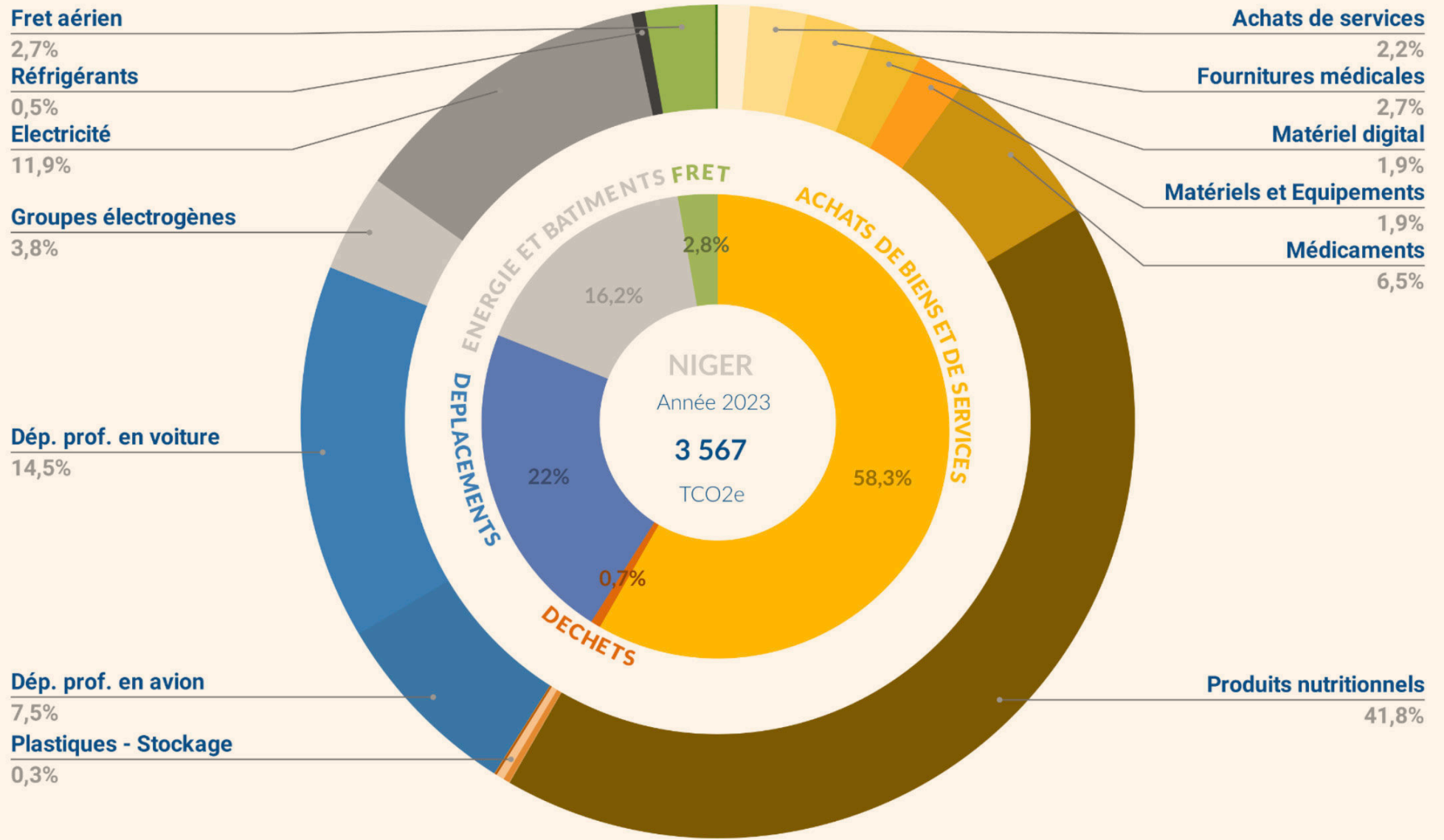


Déchets ;

0,7% des émissions totales, soit 23 TCO2eq.

Au Niger, on constate une hausse de l'émission de déchets avec 44,7 tonnes de déchets provenant des structures sanitaires, cliniques mobiles et postes de santé avancés pour 392 990 patients, soit un ratio de 0,1 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Niger





République Démocratique du Congo

3 054 TCO2eq ; Rang : 4/15 ; Budget global : 9 763 000 € ; ETP : 150,34

En 2023, on observe une augmentation de 5% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette légère hausse est principalement due à un usage accru du fret aérien et à la multiplication des déplacements liés à l'ouverture de nouveaux projets. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

46,6% des émissions totales, soit 1 424 TCO2eq.

On observe une réduction de 33% des émissions liées aux achats par rapport à 2022, en particulier sur les achats de produits (-49%) et de services (-10%). La RDC enregistre aussi une baisse dans les commandes d'intrants nutritionnels avec la clôture de projets Nutrition.



FRET;

30,1% des émissions totales, soit 921 TCO2eq.

Entre 2022 et 2023, on note une augmentation de 193% des émissions liées au fret aérien majoritairement avec l'ouverture de nouveaux projets. La mission RDC a eu recours au fret maritime cette année.



Déplacements ;

18,4% des émissions totales, soit 562 TCO2eq.

Les émissions liées aux déplacements ont augmenté de 47%. On note une augmentation de 12% pour les déplacements par avion principalement due à l'ouverture de nouveaux projets accessibles par vols internes et une augmentation de 470% des émissions liées aux déplacements en véhicules. Il est possible que les données en carburant aient été sous estimées en 2022.



Energie et Bâtiments ;

4% des émissions totales, soit 123 TCO2eq.

On constate une augmentation de 52% des émissions liées à cette catégorie, avec un usage fortement accru des groupes électrogènes (+102%), mais cependant une baisse de la consommation d'électricité sur l'ensemble des bases opérationnelles de la mission. L'usage des groupes électrogènes est important en raison des délestages réguliers et de l'indisponibilité du réseau d'électricité locale.

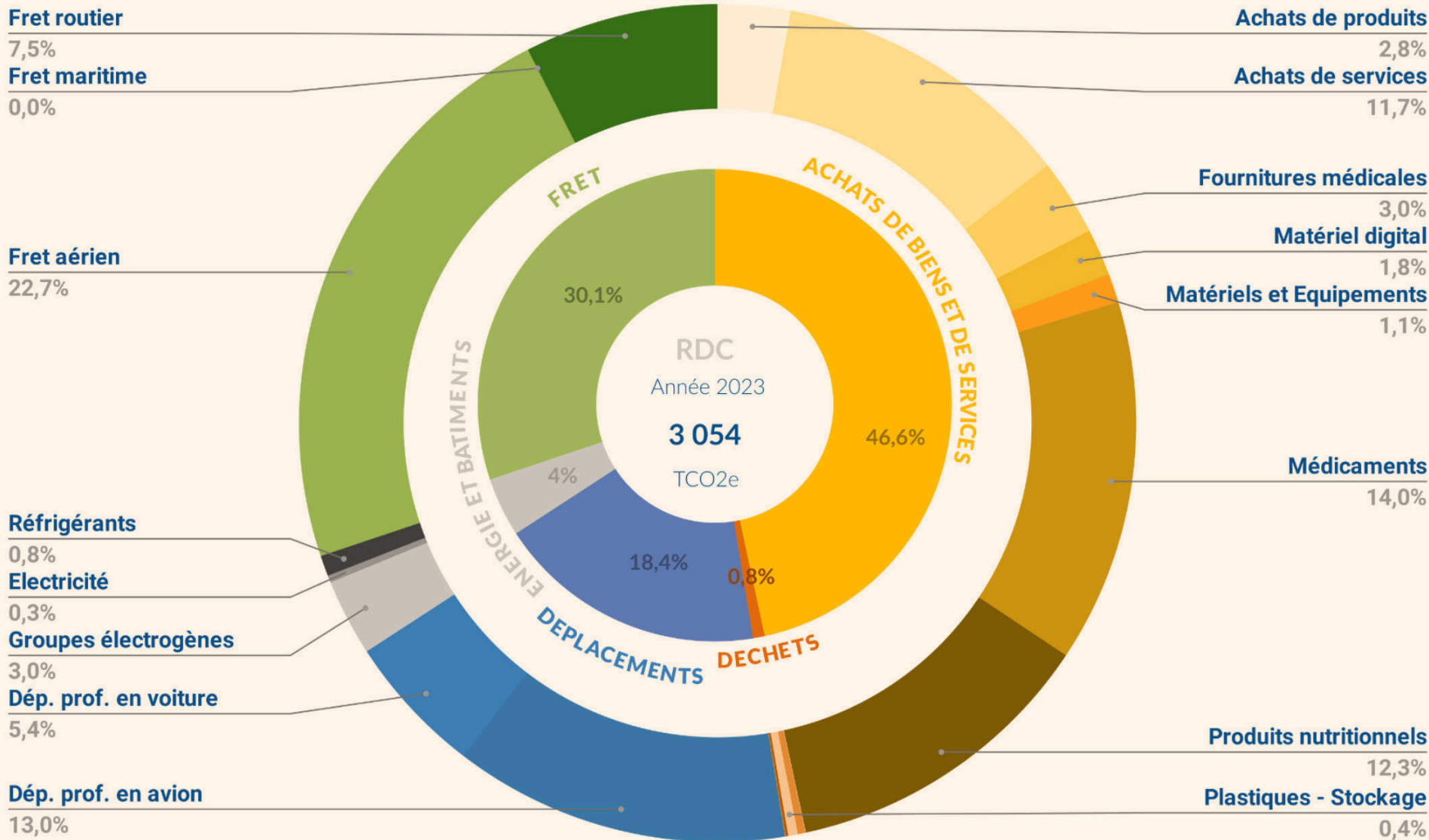


Déchets ;

0,8% des émissions totales, soit 24 TCO2eq.

En 2023, les émissions liées aux déchets ont fortement augmenté en raison d'une sous estimation du nombre de patients pris en charge en 2022. Ainsi, la RDC a émis 45,3 tonnes de déchets en 2023 pour **492 428 patients**, pour un ratio de **0,09 kg de déchets par patient**.

Bilan Carbone 2023 - RDC





TCHAD

3 453 TCO2eq ; Rang : 2/15 ; Budget global : 6 947 000 € ; ETP : 196,38

En 2023, on observe une augmentation de 117% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette forte hausse est majoritairement due à l'achat d'intrants nutritionnels et à la multiplication des déplacements liés à l'ouverture de nouveaux projets, notamment à la frontière du Soudan depuis l'explosion du conflit au Soudan. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

62,6% des émissions totales, soit 2 162 TCO2eq.

Les émissions liées aux achats ont augmenté de 229%, majoritairement en raison de l'achat d'intrants nutritionnels dont l'impact environnemental est considérable. L'ouverture de nouveaux projets a impliqué l'achat de matériel médical et d'équipements logistiques (notamment des panneaux solaires pour équiper les structures sanitaires). Le recours accru à des services de prestation notamment la construction / réhabilitation, les services financiers ou de téléphonie/internet est à noter. On observe aussi une diminution des commandes en médicaments.



FRET;

1,8% des émissions totales, soit 61 TCO2eq.

On observe une réduction généralisée du fret de 18% liée à la réduction des commandes de médicaments par rapport à 2022. En 2023, la mission Tchad n'a pas eu recours au fret maritime.



Déplacements ;

24,4% des émissions totales, soit 841 TCO2eq.

En 2023, les émissions liées aux déplacements ont augmenté de 43% par rapport à 2022. Cette augmentation est imputable aux vols longs et moyens courriers, accrus en raison du recrutement de nouveaux personnels expatriés suite à l'ouverture du projet d'appui aux populations déplacées soudanaises. On observe une augmentation de 8% des déplacements par la route, principalement en raison de ce même projet.



Energie et Bâtiments ;

11% des émissions totales, soit 379 TCO2eq.

La consommation d'énergie a augmenté de 40% en raison des enjeux croissants liés à l'indisponibilité du réseau local (se traduisant par un usage accru des groupes électrogènes) ainsi que l'ouverture de nouveaux projets transfrontaliers en appui aux populations déplacés du Soudan.

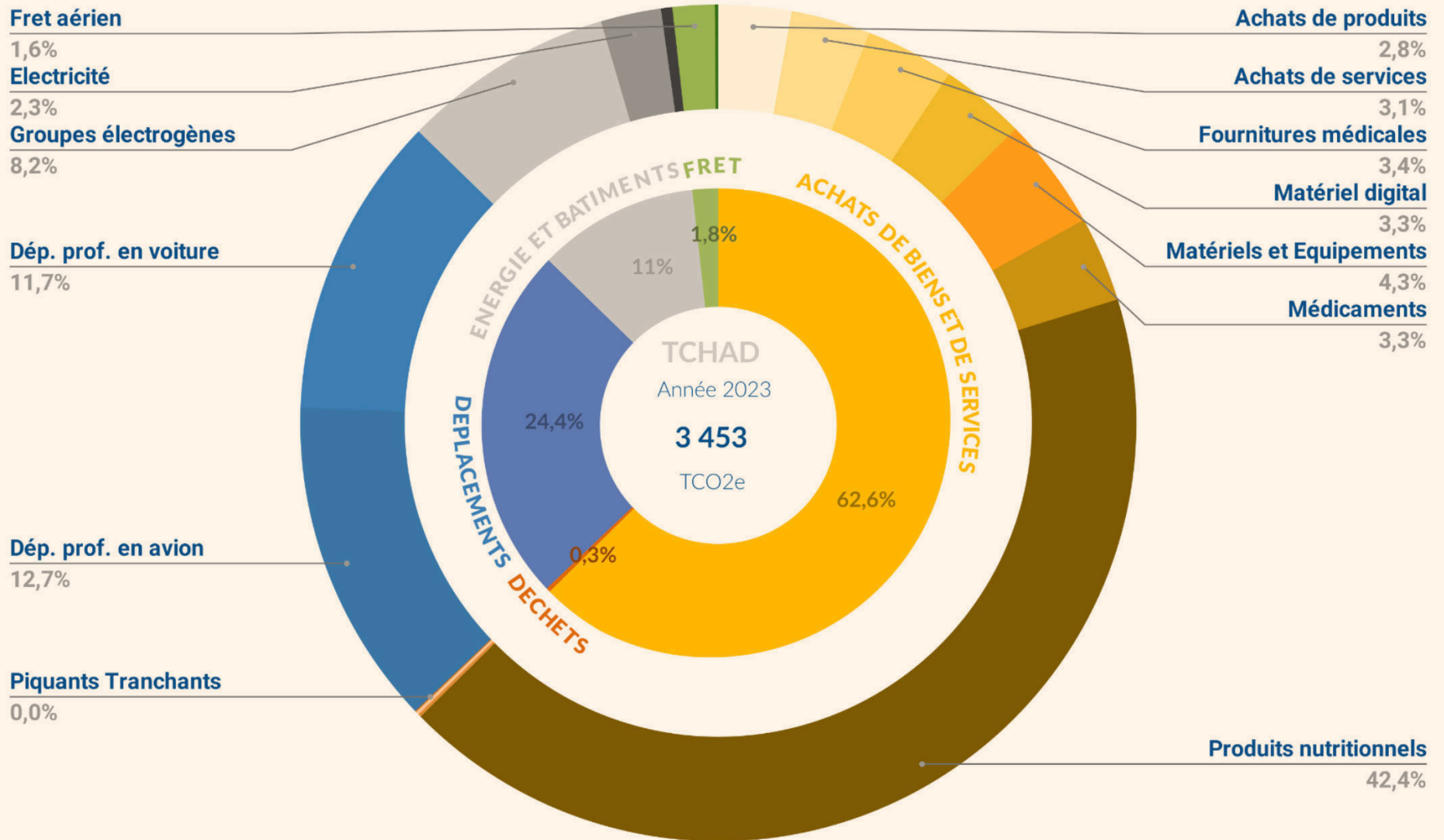


Déchets ;

0,3% des émissions totales, soit 10 TCO2eq.

En 2023, la quantité de déchets émis par les opérations du Tchad s'élève à 18,4 tonnes pour 275 710 patients hospitalisés ou reçus en consultations, soit un ratio de 0,06 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Tchad





CAMEROUN

1 393 TCO₂eq ; Rang : 5/15 ; Budget global : 5 842 000 € ; ETP : 147,30

En 2023, on observe une augmentation de 12% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette hausse est majoritairement due à l'augmentation des déplacements internes et internationaux.

Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

2,7% des émissions totales, soit 734 TCO₂eq.

Entre 2022 et 2023, les émissions liées à cette catégorie ont augmenté de 15%, principalement imputées aux achats de services, fournitures médicales, matériel digital et matériel et équipements. On observe une augmentation de 10% sur les médicaments.



FRET;

9,7% des émissions totales, soit 135 TCO₂eq.

Malgré l'augmentation des achats, les émissions liées au fret n'ont accru que de 8% entre 2022 et 2023. La mission n'a pas eu recours au fret maritime cette année.



Déplacements ;

21,1% des émissions totales, soit 293 TCO₂eq.

Les émissions liées aux déplacements ont augmenté de 43%, principalement dû aux déplacements en avion (+82%). Une légère augmentation de 5% est à noter pour les émissions liées aux déplacements en voiture mais elle reste mineure.



Energie et Bâtiments ;

15,2% des émissions totales, soit 212 TCO₂eq.

On observe une réduction de 23% des émissions sur cette catégorie, expliquée par une diminution de la consommation d'électricité et de l'usage des groupes électrogènes.

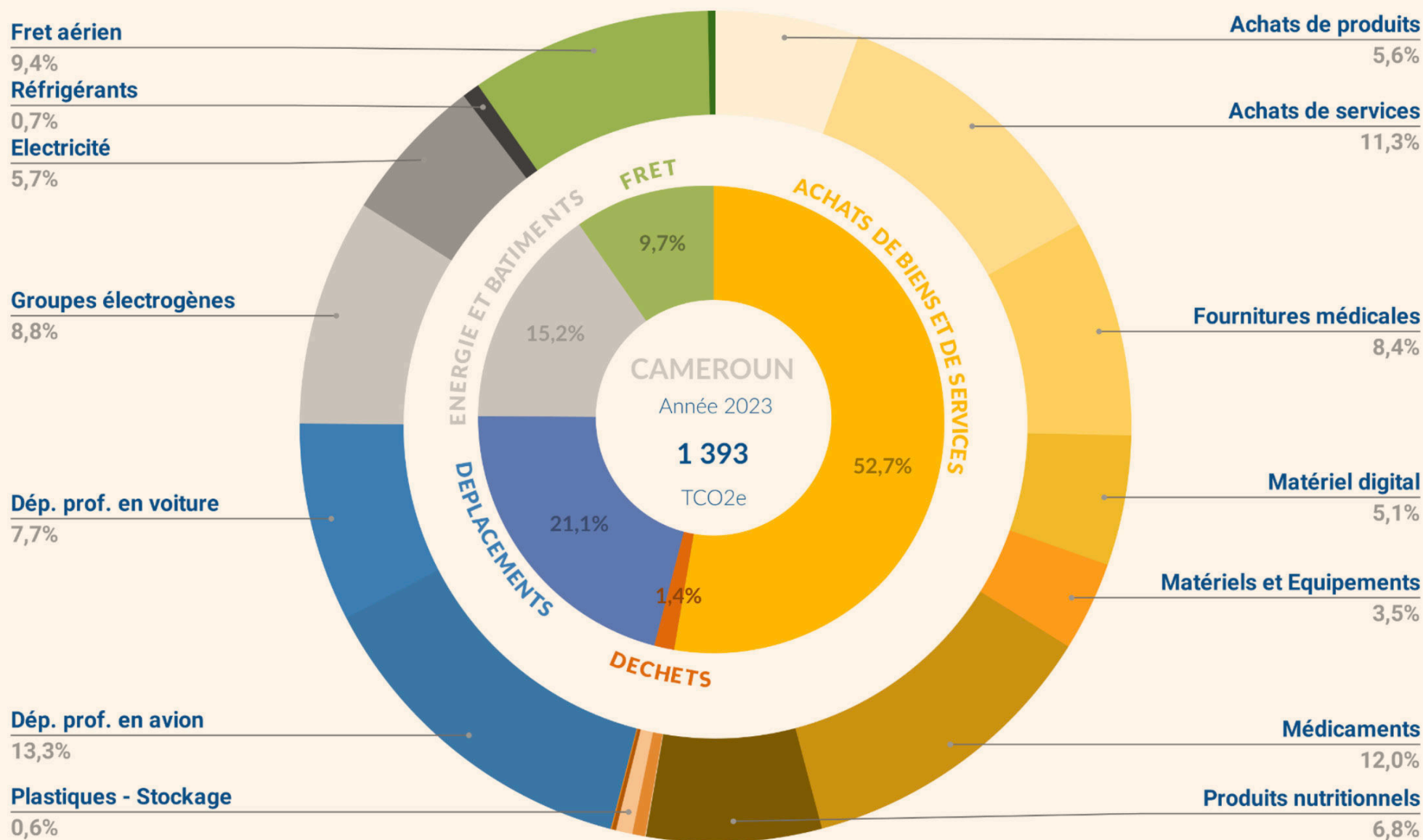


Déchets ;

1,4% des émissions totales, soit 19 TCO₂eq.

En 2023, la mission Cameroun a émis 35,4 tonnes de déchets pour 276 674 patients, soit un ratio de 0,12kg de déchets par patient pour l'ensemble de ses opérations.

Bilan Carbone 2023 - Cameroun





MALI

1 298 TCO2eq ; Rang : 6/15 ; Budget global : 6 064 000 € ; ETP : 196,52

En 2023, on observe une réduction de 7% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse est principalement due à la réduction des émissions liées aux achats et aux déplacements avec la fermeture de certains projets ainsi qu'à la baisse de la consommation énergétique. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services; 41,7% des émissions totales, soit 541 TCO2eq.

On note une réduction de 10% des émissions liées aux achats de biens et de services en 2023, majoritairement liée à la baisse des achats de produits, de matériel digital ou encore le matériel et les petits équipements. En revanche, la mission Mali a eu recours à plus de services de maintenance/entretien, consultants médicaux, construction et réhabilitation et services de téléphones/internet. En 2023, la mission Mali s'est procurée des produits nutritionnels (lait thérapeutique) ce qui a contribué à l'augmentation de son empreinte.



FRET; 9,1% des émissions totales, soit 118 TCO2eq.

Les émissions liées au fret n'ont augmenté que de 2%, avec une légère augmentation pour le fret aérien (3%), en revanche une baisse du fret routier liée à la réduction des achats (-13%). En 2023, la mission a connu plusieurs fermetures de projets ce qui a participé à réduire les achats et donc le fret, notamment routier.



Déplacements ; 25,4% des émissions totales, soit 330 TCO2eq.

La mission Mali a connu une réduction généralisée (-28%) des émissions liées aux déplacements avec -40% d'émissions liées aux déplacements par avion et -13% pour les déplacements par voie routière en raison de la fermeture de certains de ses projets.



Energie et Bâtiments ; 23,4% des émissions totales, soit 303 TCO2eq.

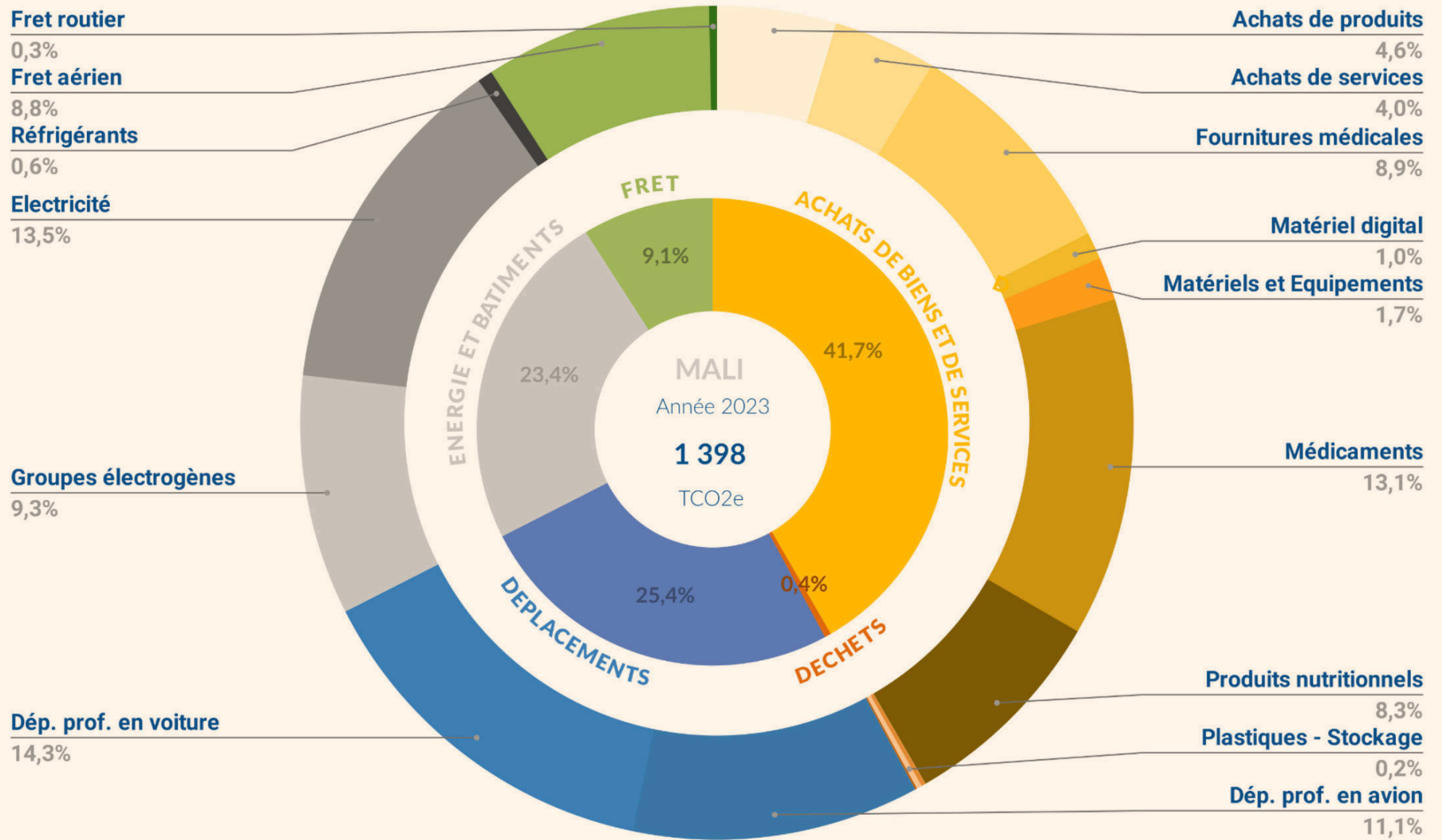
La consommation en carburant des groupes électrogènes a fortement augmenté en raison des délestages fréquents, impliquant un usage très fréquent des générateurs. L'accès au réseau local d'électricité reste un enjeu majeur au Mali en raison de ces délestages récurrents et du sabotage par les groupes armés.



Déchets ; 0,4% des émissions totales, soit 6 TCO2eq.

L'émission de déchets au Mali dans les activités opérationnelles d'ALIMA a connu une forte augmentation en raison du nombre plus importants de patients pris en charge et reçus en consultation en 2023. Ainsi, en 2023, la mission Mali a généré 10,7 tonnes de déchets pour 173 185 patients pris en charge, soit un ratio de 0,06 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Mali





MAURITANIE

306 TCO2eq ; Rang : 13/15 ; Budget global : 1 282 000 € ; ETP : 26,86

En 2023, on observe une réduction de 10% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse est principalement due à la réduction des émissions liées aux déplacements avec la fermeture de certains projets. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

30,3% des émissions totales, soit 93 TCO2eq.

La mission Mauritanie a enregistré une hausse des achats de 29% entre 2022 et 2023, en raison de l'ouverture de nouveaux projets. Cette hausse est imputée principalement aux achats de produits (+102% ; matériel digital, médicaments...), en revanche on note une baisse de 30% des émissions liées aux achats de services.



FRET;

1,7% des émissions totales, soit 5 TCO2eq.

Les émissions liées au fret n'ont augmenté que de 4% entre 2022 et 2023. La Mauritanie n'a pas eu recours au fret maritime. Les émissions du fret routier ont diminué de 13%.



Déplacements ;

50,1% des émissions totales, soit 153 TCO2eq.

On observe une réduction de 30% des émissions liées aux déplacements, avec une forte baisse des déplacements par voiture en 2023 dû à une baisse des activités. Les déplacements par avion n'ont augmenté que de 5% cette année avec une hausse du personnel expatrié disponible sur la mission.



Energie et Bâtiments ;

17,2% des émissions totales, soit 53 TCO2eq.

On constate une augmentation de 37% des émissions liées à cette catégorie avec une hausse de la consommation énergétique des climatiseurs et l'augmentation généralisée de la consommation d'électricité. Cette hausse s'explique par le changement de base dont la superficie a doublé pour accueillir plus d'équipes ainsi qu'une augmentation des températures pendant la saison chaude. Il n'existe aucun groupe électrogène sur la mission, l'ensemble des bases ALIMA sont équipées en kits solaires.

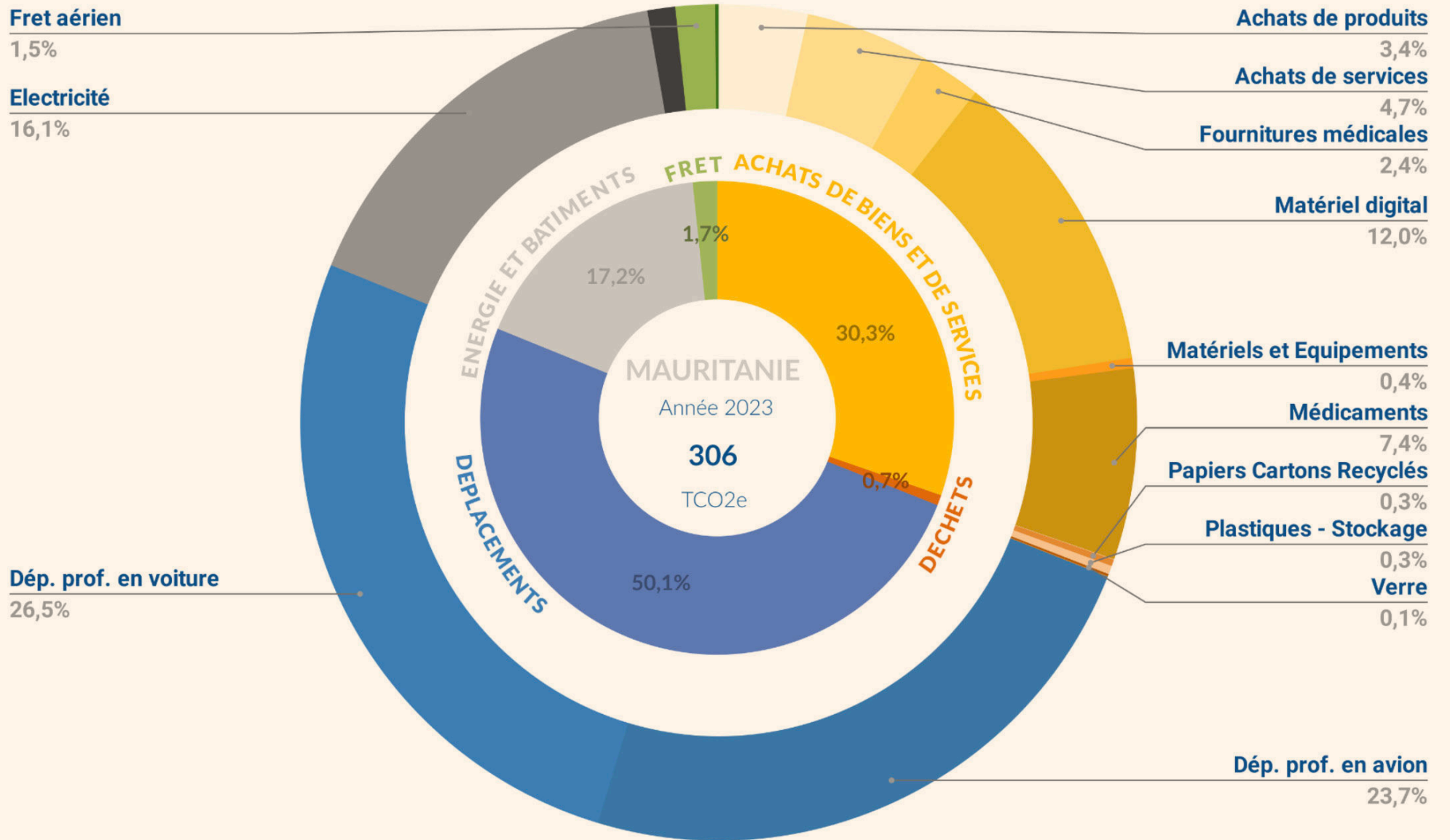


Déchets ;

0,7% des émissions totales, soit 2 TCO2eq.

En Mauritanie, on constate une réduction de l'émission de déchets avec 4 tonnes de déchets émis pour 13 693 patients, soit un ratio de 0,29 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Mauritanie





Burkina-Faso

1 286 TCO₂eq ; Rang : 7/15 ; Budget global : 6 626 000 € ; ETP : 239,06

En 2023, on observe une réduction de 9% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse est principalement due à la réduction des émissions liées aux achats. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services; 48,4% des émissions totales, soit 622 TCO₂eq.

En 2023, les émissions liées aux achats ont été réduites de 32% avec un moindre impact des achats de produits et de services (baisse des fournitures médicales, des matériels et équipements, stagnation des achats de médicaments...). En revanche, on note une hausse des achats sur le matériel digital, en raison de l'ouverture de nouveaux projets.



FRET; 3,7% des émissions totales, soit 48 TCO₂eq.

On observe une augmentation de 26% des émissions liées au fret en 2023, dont une hausse du fret aérien en raison de l'ouverture de projets d'urgence et de courte durée qui ont nécessité l'acheminement rapide de marchandises. La mission a continué de recourir au fret maritime en 2023.



Déplacements ; 23% des émissions totales, soit 296 TCO₂eq.

Les émissions liées aux déplacements ont augmenté de 27% dont 37% d'augmentation imputables aux vols et 11% aux véhicules, avec l'ouverture de nouveaux projets et la réalisation de missions exploratoires.



Energie et Bâtiments ; 23,8% des émissions totales, soit 306 TCO₂eq.

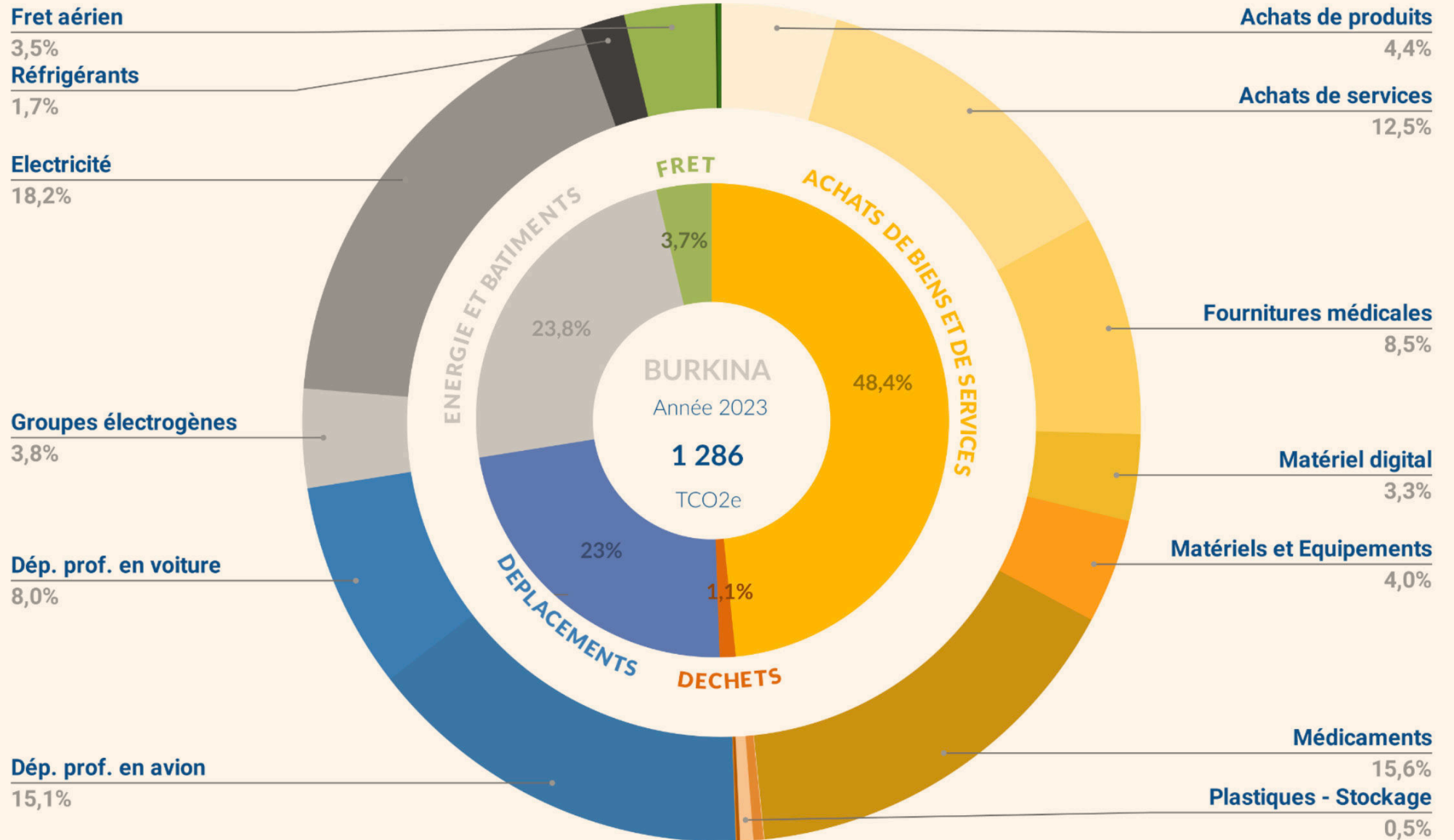
En 2023, les émissions liées à cette catégorie ont augmenté de 44%, principalement imputées à l'augmentation de la consommation d'électricité avec l'ouverture de nouveaux projets et l'augmentation de la consommation des climatiseurs. En revanche, l'usage des groupes électrogènes a été réduit avec l'investissement dans les kits solaires.



Déchets ; 1,1% des émissions totales, soit 14 TCO₂eq.

On constate une hausse des émissions de déchets au Burkina Faso avec 25,9 tonnes émis en 2023 pour 413 976 patients, soit 0,06kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Burkina Faso





Republique Centrafricaine

1 258 TCO₂eq ; Rang : 8/15 ; Budget global : 6 225 000 € ; ETP : 207,48

En 2023, on observe une augmentation de 19% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette hausse est majoritairement due à la catégorie Achats de biens et de services avec l'ouverture de nouveaux projets. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services; 50,4% des émissions totales, soit 634 TCO₂eq.

On observe une hausse de 64% des émissions liées aux achats en 2023 principalement due à l'achat de fournitures médicales et de médicaments avec l'ouverture de nouveaux projets. En revanche, les achats de produits et de services ont diminué.



FRET; 6,5% des émissions totales, soit 81 TCO₂eq.

Les émissions liées au fret ont diminué de 50% en 2023 pour le fret routier (-58%) et aérien (-50%). Il n'y a pas eu de commande maritime cette année.



Déplacements ; 32,2% des émissions totales, soit 405 TCO₂eq.

On observe une augmentation de 17% des émissions de GES liées aux déplacements avec une forte hausse des déplacements en voiture justifiée par l'ouverture de nouveaux projets. En revanche, les émissions liées aux vols ont diminué.



Energie et Bâtiments ; 10,1% des émissions totales, soit 128 TCO₂eq.

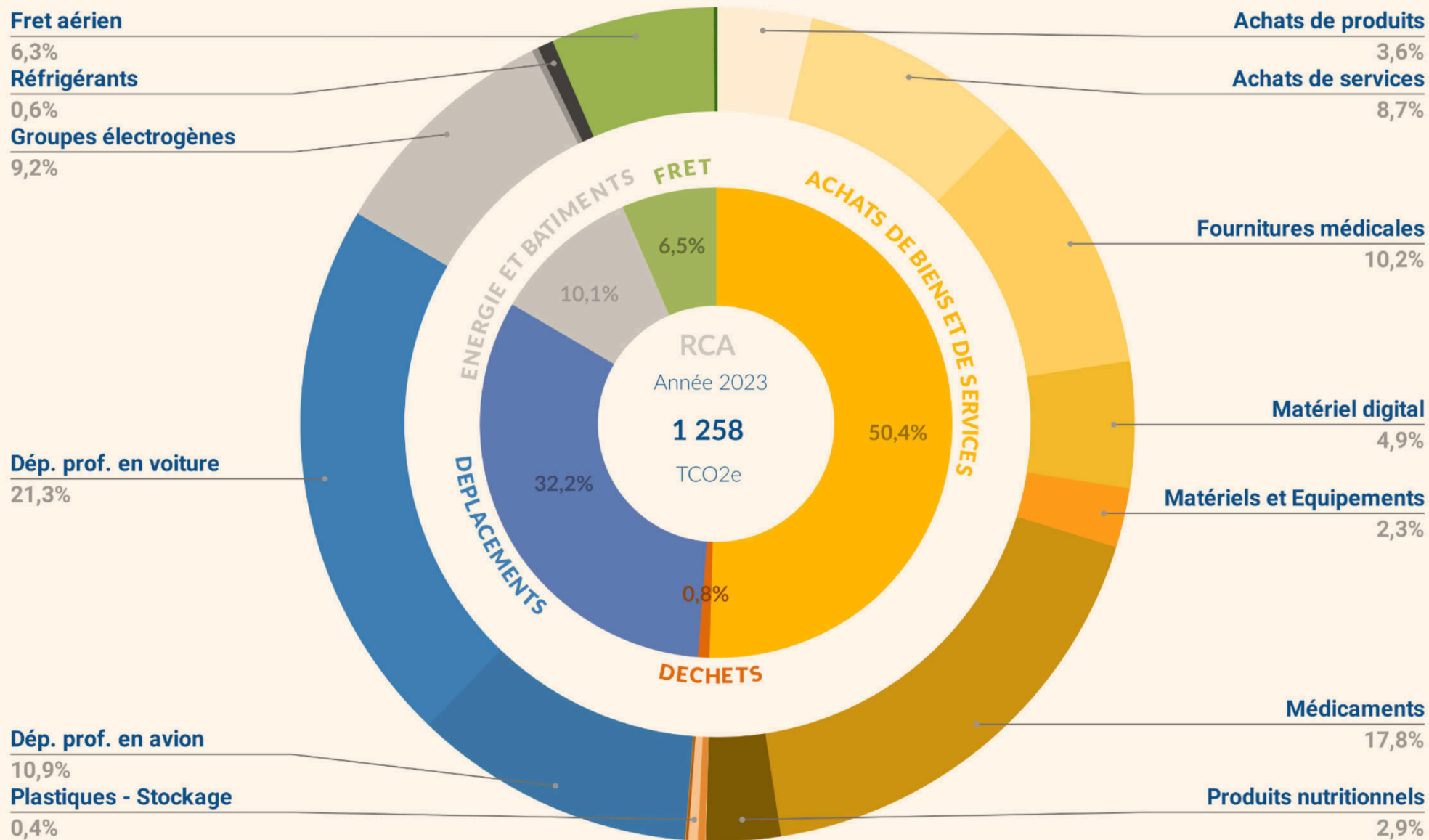
On constate une réduction de 21% des émissions liées à cette catégorie avec une baisse de 22% de la consommation des groupes électrogènes et une baisse de l'usage des climatiseurs liée à l'installation d'un kit solaire ainsi qu'à plus grande échelle à une pluviométrie plus intense et une diminution généralisée des températures annuelles.



Déchets ; 0,8% des émissions totales, soit 10 TCO₂eq.

En RCA, la mission a émis 18,4 tonnes de déchets émis dans les structures sanitaires, cliniques mobiles et postes de santé avancés pour 108 315 patients, soit un ratio de 0,17 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - République Centrafricaine





NIGERIA

3 403 TCO₂eq ; Rang : 3/15 ; Budget global : 6 389 000 € ; ETP : 215,98

En 2023, on observe une augmentation de 47% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette forte hausse est majoritairement due à l'achat d'intrants nutritionnels avec l'ouverture de nouveaux projets ainsi que le recours important au fret aérien. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

71,7% des émissions totales, soit 2 442 TCO₂eq.

On observe une hausse de 93% des émissions liées à la catégorie des achats en 2023, majoritairement due à l'achat de produits nutritionnels qui ont une empreinte environnementale considérable. Il faut ajouter la hausse des achats de matériel digital et de fournitures médicales. En revanche, l'achat de produits et de services a diminué cette année ainsi que l'achat de médicaments (-33% des émissions).



FRET;

2,6% des émissions totales, soit 88 TCO₂eq.

Les émissions liées au fret ont augmenté de 119%, imputées au fret aérien avec des projets localisés loin de la capitale nécessitant le recours à des vols UNHAS auquel s'ajoute la hausse généralisée des achats en 2023. Il n'y a pas eu de commande maritime cette année et les émissions du fret routier ont été réduites de 9%.



Déplacements ;

15,6% des émissions totales, soit 530 TCO₂eq.

La catégorie des déplacements enregistre une hausse de 2% de ses émissions comparé à 2022. En revanche, il est à noter que les déplacements par avion ont augmenté de 51% et ceux par la route ont été réduits de 27%



Energie et Bâtiments ;

9,8% des émissions totales, soit 332 TCO₂eq.

Les émissions liées à cette catégorie ont été réduites de 31%, notamment la baisse de l'émission de gaz réfrigérants et de l'usage des groupes électrogènes. En revanche, la consommation d'électricité a augmenté.

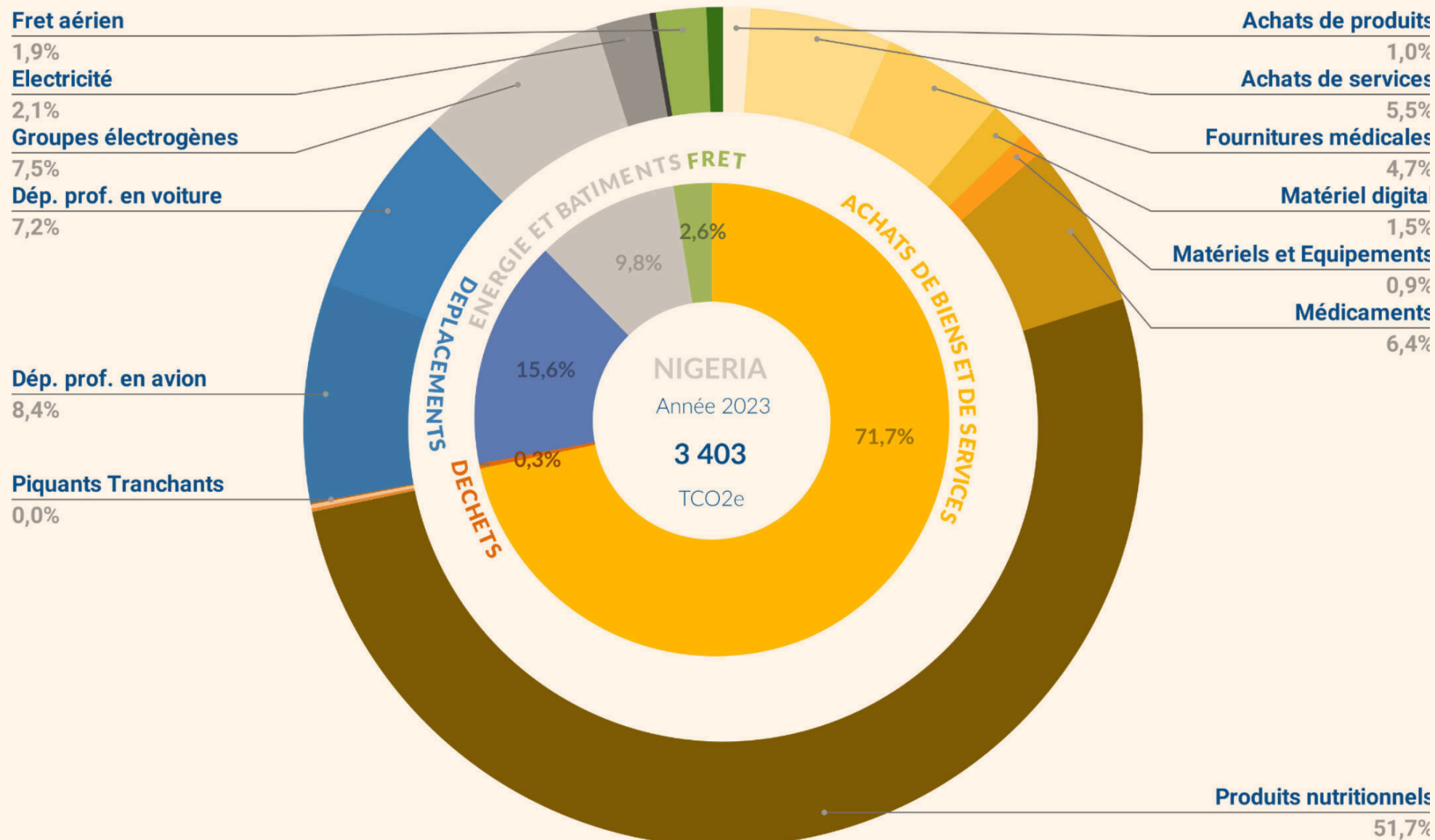


Déchets ;

0,3% des émissions totales, soit 11 TCO₂eq.

Au Nigeria, la mission a émis 21,1 tonnes de déchets émis dans les structures sanitaires, cliniques mobiles et postes de santé avancés pour 198 441 patients, soit un ratio de 0,11 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Nigeria





GUINÉE

446 TCO2eq ; Rang : 10/15 ; Budget global : 2 348 000 € ; ETP : 91,69

En 2023, on observe une réduction de 33% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse s'explique par la réduction drastique des émissions liées aux achats qui a donc entraîné une baisse du recours au fret aérien. La fermeture de certains projets a permis de réduire les déplacements professionnels. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services; 21,1% des émissions totales, soit 94 TCO2eq.

On observe une réduction de 60% des émissions de cette catégorie, avec une baisse drastique des achats liés aux produits et aux services, notamment les fournitures médicales, les médicaments ou encore le matériel digital. Cette baisse généralisée s'explique par la fermeture de plusieurs projets. En revanche, on note une hausse des achats de matériels et équipements.



FRET; 1,3% des émissions totales, soit 6 TCO2eq.

Les émissions liées au fret ont baissé de 80% dont -83% sur le fret aérien et -80% sur le fret routier. La Guinée n'a pas eu recours au fret maritime pour le moment.



Déplacements ; 22,2% des émissions totales, soit 99 TCO2eq.

On constate une baisse de 51% des émissions sur les déplacements, en particulier les déplacements par la route due à la fermeture de plusieurs projets.



Energie et Bâtiments ; 54,7% des émissions totales, soit 244 TCO2eq.

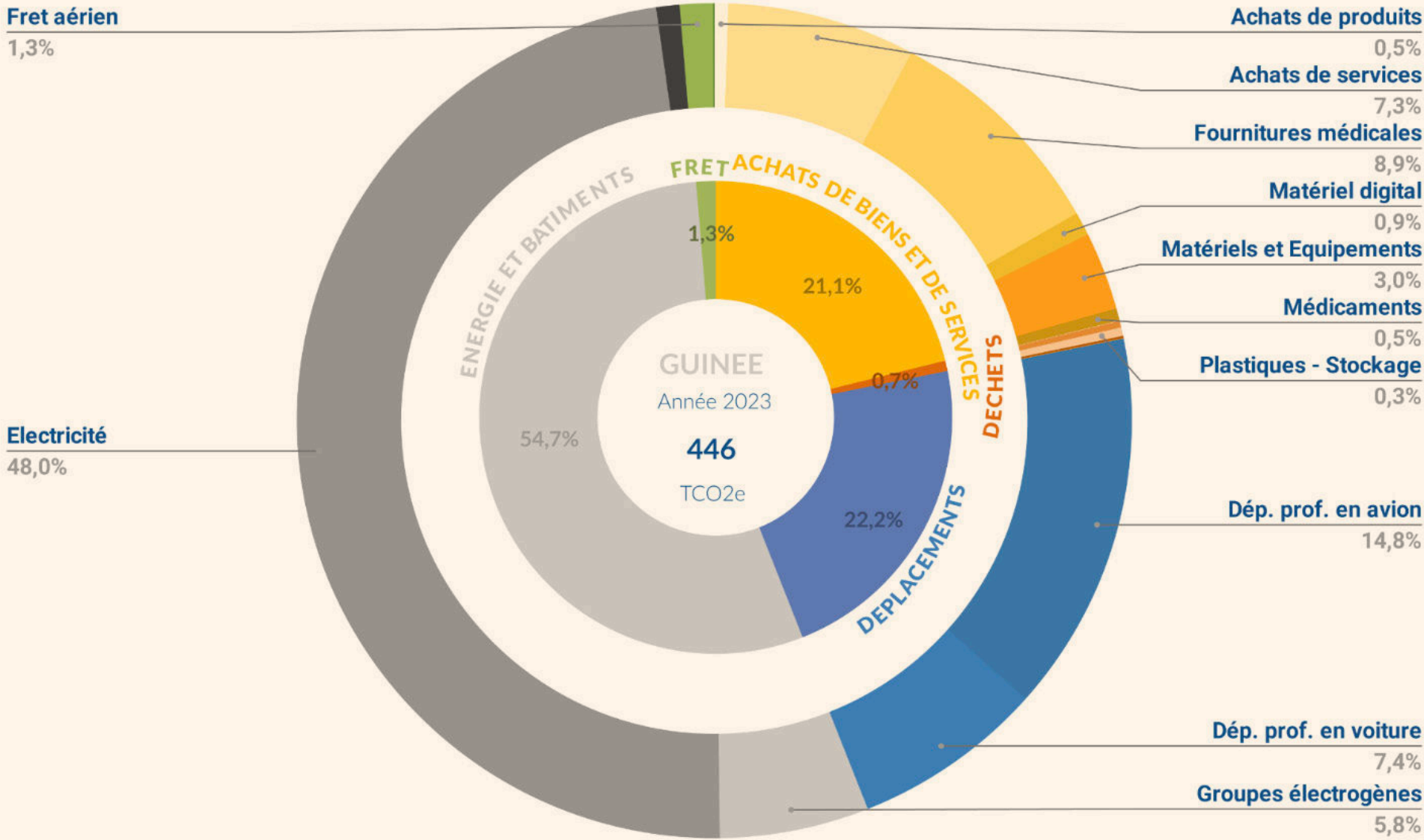
Une hausse des émissions de 24% est à noter dont 35% de hausse pour la consommation d'électricité (celle-ci étant imputable majoritairement au fonctionnement quotidien des équipements du laboratoire de recherche pour les projets Covid-19 et Ebola). Le facteur d'émission a aussi été revu à la hausse. En revanche, on note une baisse de la consommation de carburant de 8% pour les générateurs, principalement liée aux efforts fournis par les équipes terrains en termes de consommation raisonnée, malgré les enjeux liés à l'absence d'un réseau d'électricité locale continu. Celle-ci s'accompagne d'une baisse généralisée de l'usage des climatiseurs (-62%)



Déchets ; 0,7% des émissions totales, soit 3 TCO2eq.

En Guinée, on constate une hausse de l'émission de déchets avec 5,8 tonnes de déchets émis dans les structures sanitaires, cliniques mobiles et postes de santé avancés pour 28 759 patients, soit un ratio de 0,20 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Guinée





SOUDAN

165 TCO₂eq ; Rang : 14/15 ; Budget global : 494 000 € ; ETP : 17,92

En 2023, on observe une réduction de 26% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse se justifie par la réduction de l'ensemble des activités due au coup d'Etat en 2023. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services; 24,3% des émissions totales, soit 40 TCO₂eq.

On observe une diminution des achats de biens et de services de 14% par rapport à 2022. Cette diminution est expliquée par la survenance du coup d'Etat en Avril 2023 qui a stoppé la majorité des opérations. L'achat de produits (dont le matériel digital) a néanmoins augmenté de 89% par rapport à 2022 en raison du lancement d'un projet en début d'année.



FRET; 0% des émissions totales, soit 0 TCO₂eq.

En raison de l'arrêt des opérations, il n'y a eu aucune commande de fret en 2023.



Déplacements ; 61% des émissions totales, soit 100 TCO₂eq.

Les émissions liées aux déplacements ont été réduites de 29% en 2023 suite à l'arrêt temporaire des opérations avec la situation politique et sécuritaire fluctuante. Cette réduction est à imputer aux déplacements en véhicules majoritairement (-87%).



Energie et Bâtiments ; 11,9% des émissions totales, soit 20 TCO₂eq.

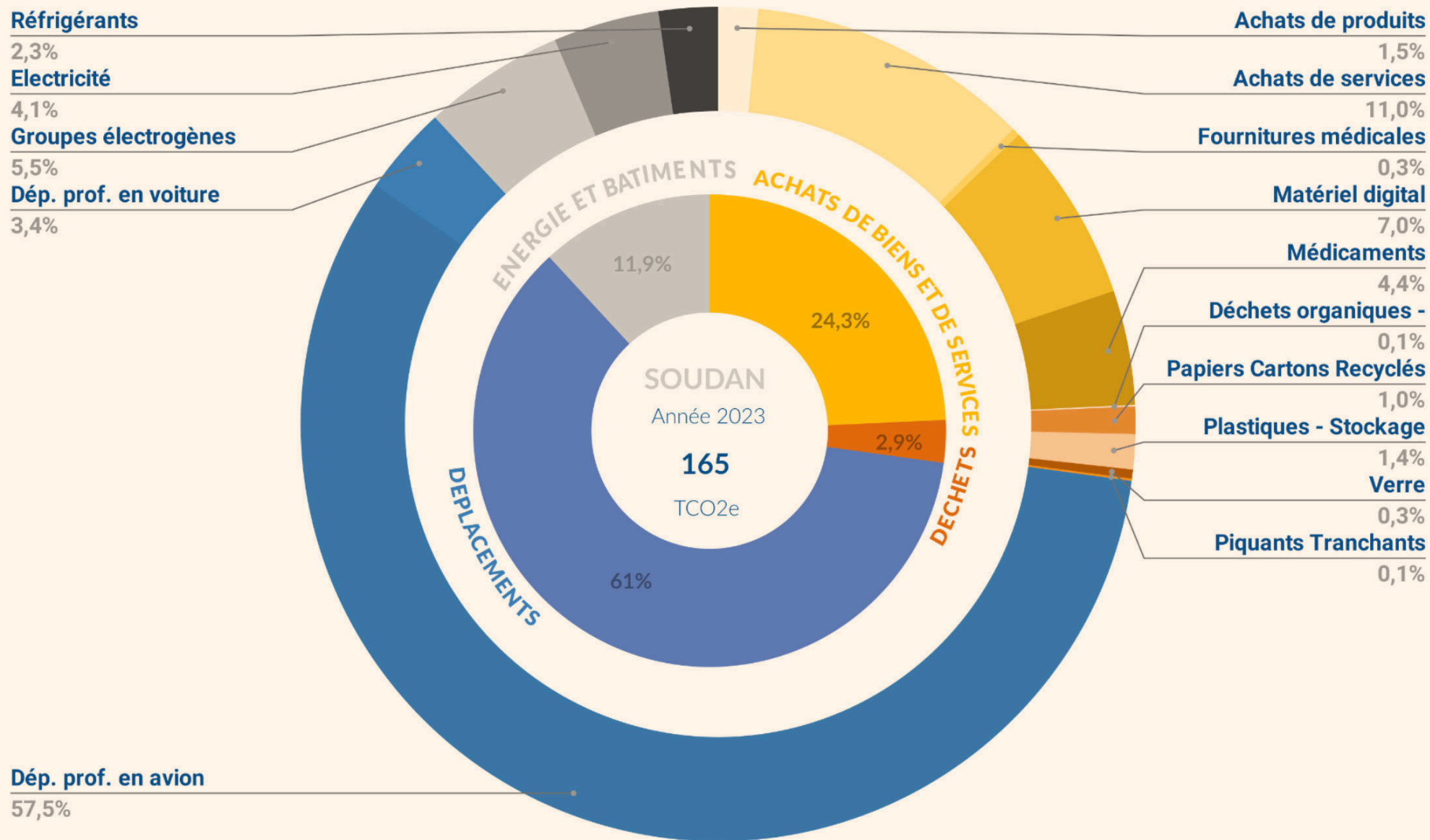
Pour les mêmes raisons politiques et sécuritaires, la consommation énergétique a baissé de 33% en 2023 (réduction de la consommation des groupes électrogènes et de l'électricité car les équipes ont quitté le bureau de Khartoum).



Déchets ; 2,9% des émissions totales, soit 5 TCO₂eq.

Au Soudan, on constate une hausse de l'émission de déchets avec 8,9 tonnes de déchets émis dans les structures sanitaires, cliniques mobiles et postes de santé avancés pour 27 238 patients, soit un ratio de 0,33 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Soudan





UKRAINE

426 TCO₂eq ; Rang : 11/15 ; Budget global : 363 000 € ; ETP : 42,83

En 2023, on observe une réduction de 29% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse s'explique par une réduction des achats entraînant un recours moindre au fret ainsi que la réduction des activités qui ont permis de diminuer les déplacements professionnels. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

29,6% des émissions totales, soit 126 TCO₂eq.

Une réduction généralisée des achats (-68%) est à constater (fournitures d'entretien, produits d'hygiène, médicaments, équipements logistiques...) mais une augmentation des services (entretien/maintenance, consultants médicaux, prestataires de communication...).



FRET;

0,6 % des émissions totales, soit 2 TCO₂eq.

On constate une réduction drastique des émissions liées au fret (-80%), sur le fret routier en raison de la réduction généralisée des achats (médicaments, fournitures médicales...) sur la mission. La mission Ukraine n'a pas recours au fret maritime et au fret aérien.



Déplacements ;

64,4% des émissions totales, soit 274 TCO₂eq.

Les émissions liées aux déplacements ont augmenté de 195% en 2023. En effet, cela est principalement lié aux vols longs courriers plus nombreux (difficulté de recrutement régional, turnover dû à l'insécurité, couverture de gaps RH, visites terrain plus importantes qu'en 2022...). Pour les véhicules, on constate une hausse de la consommation en carburant en raison de la multiplication des déplacements terrain en 2023.



Energie et Bâtiments ;

5,3% des émissions totales, soit 23 TCO₂eq.

Les émissions liées à cette catégorie ont baissé de 79% entre 2022 et 2023. On note une réduction de 89% des émissions liées à la consommation d'électricité ainsi qu'une baisse de 54% des émissions liées à l'usage de groupes électrogènes. En revanche, il y a une légère hausse de la consommation énergétique de la chaîne de froid au niveau des pharmacies.

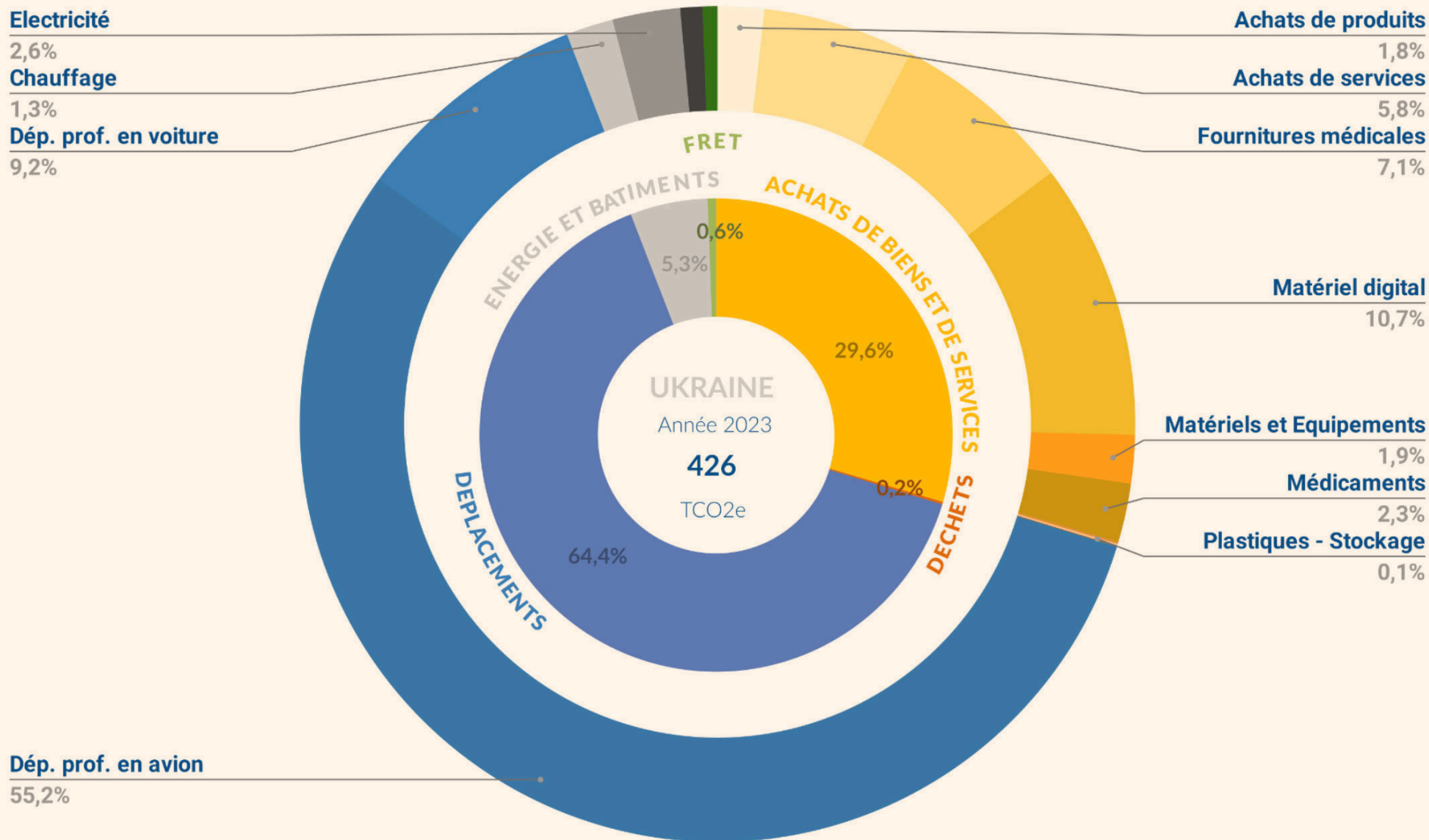


Déchets ;

0,2% des émissions totales, soit 1 TCO₂eq.

En Ukraine, on constate une hausse de l'émission de déchets avec 1,4 tonnes de déchets émis dans les opérations pour 18 393 patients, soit un ratio de 0,07 kg de déchets par patient.

Bilan Carbone 2023 - Ukraine





Ethiopie/Kenya

90 TCO₂eq ; Rang : 15/15 ; Budget global : 429 000 € ; ETP : 5,67

En 2023, on observe une augmentation de 477% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette hausse significative est justifiée par le fait que la catégorie des Achats de biens et de services a été incluse dans la mesure du Bilan Carbone 2023, en plus de la catégorie des Déplacements déjà incluse en 2022. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

22,6% des émissions totales, soit 20 TCO₂eq.

En 2023, les de la mission Ethiopie, qui a ouvert un projet en fin d'année, ont été inclus. Les émissions liées à cette catégorie peuvent être imputées à l'achat de matériel digital, de matériels et équipements, de produits et de services.



FRET;

0% des émissions totales, soit 0 TCO₂eq.

Il n'y a pas de données comptabilisées en 2023 pour ces deux pays.



Déplacements ;

77,4% des émissions totales, soit 70 TCO₂eq.

On observe une augmentation des émissions liées aux déplacements de 346% par rapport à 2022. En effet, l'Ethiopie est devenu un terrain d'opérations ce qui implique le recrutement de personnels expatriés et le déplacement des équipes du siège pour le monitoring des projets.



Energie et Bâtiments ;

0% des émissions totales, soit 0 TCO₂eq.

Il n'y a pas de données comptabilisées en 2023 pour ces deux pays.

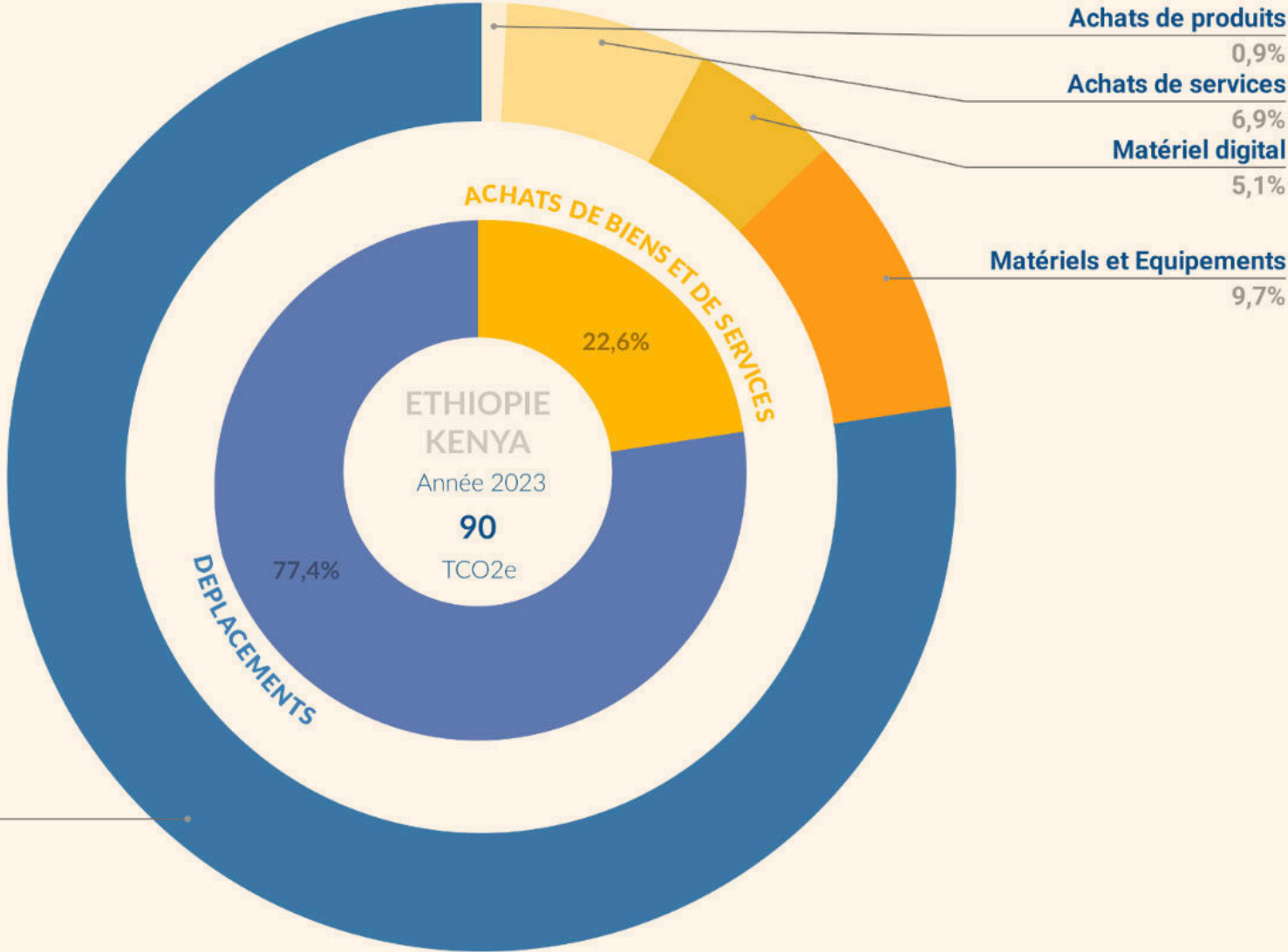


Déchets ;

0,7% des émissions totales, soit 23 TCO₂eq.

Il n'y a pas de données comptabilisées en 2023 pour ces deux pays.

Bilan Carbone 2023 - ETHIOPIE / KENYA



Dép. prof. en avion
77,4%



Senegal

1 220 TCO₂eq ; Rang : 9/15 ; Budget global : 8 894 000 € ; ETP : 103,87

En 2023, on observe une réduction de 5% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette baisse s'explique majoritairement par la baisse des achats. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

16,1% des émissions totales, soit 197 TCO₂eq.

Bien que les émissions liées aux achats ont diminué de 38% en une année (notamment achats de services, fournitures médicales, matériel digital, matériels et équipements), on observe une hausse de l'achat de certains produits tels que les fournitures de bureau et les produits de la communication (T-shirts, totbags...).



FRET;

0% des émissions totales, soit 0 TCO₂eq.

Il n'y a pas de fret à comptabiliser pour le Sénégal.



Déplacements ;

81% des émissions totales, soit 987 TCO₂eq.

Les émissions ont augmenté de 6% pour cette catégorie, avec une augmentation liées aux déplacements par avion avec une hausse de 8% des kilomètres parcourus et plus d'escalas. Les émissions de GES des déplacements Domicile-Travail ont été réduit de 46%, mais l'analyse de ces données reste limitée en raison des extrapolations faites sur le panel de personnel n'ayant pas répondu à l'enquête.



Energie et Bâtiments ;

2,9% des émissions totales, soit 35 TCO₂eq.

On observe une augmentation de 16% des émissions de GES au niveau des émissions des climatiseurs, en revanche la consommation en électricité a été réduite de 5%. L'utilisation des climatiseurs varie en fonction des températures saisonnières, bien qu'ALIMA ait encouragé l'usage des ventilations naturelles pour réduire la consommation des appareils énergétiques.

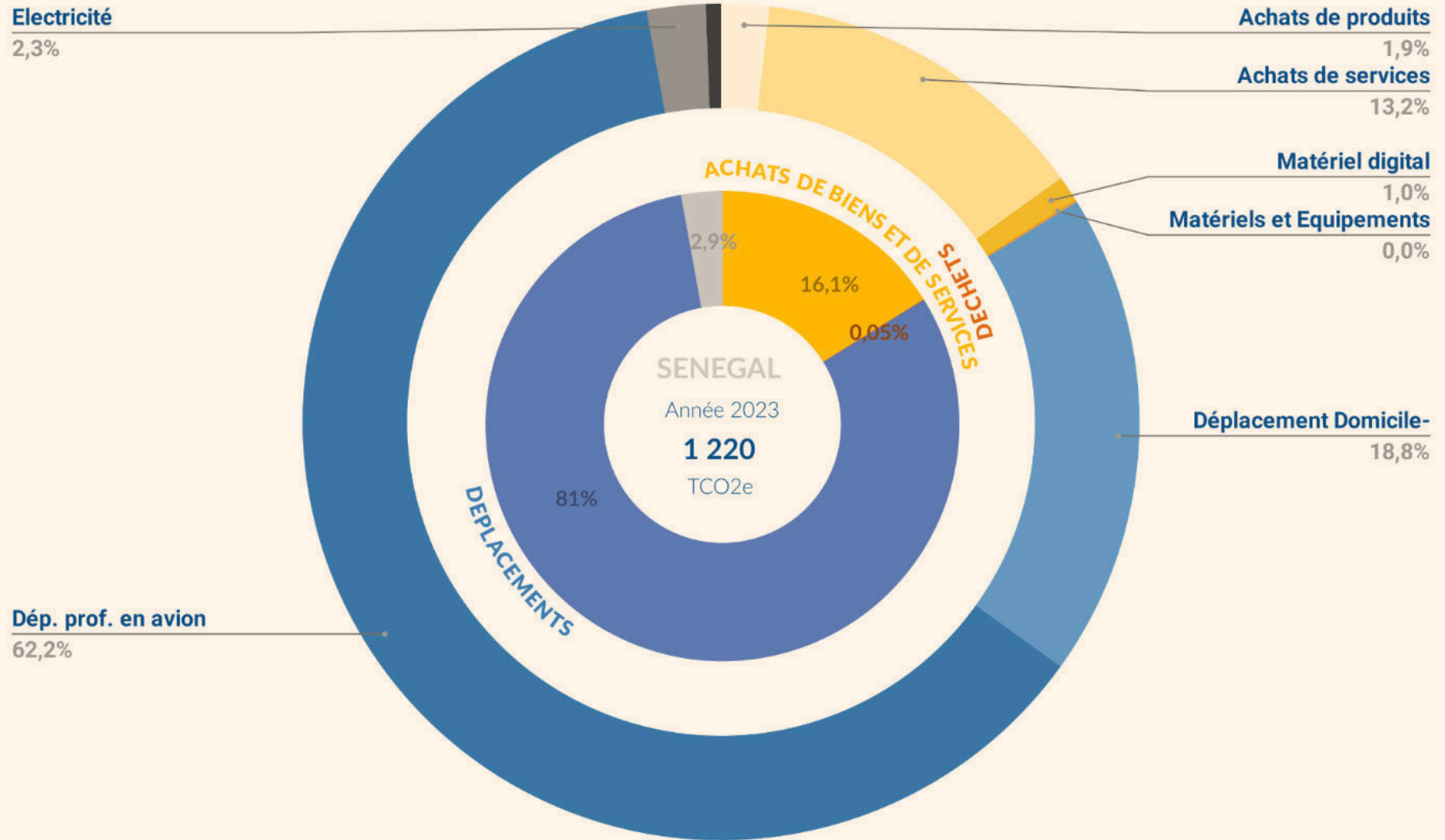


Déchets ;

0,05% des émissions totales, soit 1 TCO₂eq.

Au Sénégal, on comptabilise 851 kgs de déchets en 2023 pour 144 staffs, soit 5,9 kg de déchets par staff. Les données comptabilisées font référence aux déchets organiques, papiers/cartons, plastiques et aluminium au siège de Dakar. En 2023, ALIMA a mis en place un système de tri avec un prestataire local afin de mesurer ses déchets et ainsi entreprendre des mesures pour les réduire.

Bilan Carbone 2023 - Sénégal





France

403 TCO₂eq ; Rang : 12/15 ; Budget global : 83 000 € ; ETP : 17,62

En 2023, on observe une augmentation de 80% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année 2022. Cette forte hausse est majoritairement due aux Achats de biens et de services ainsi qu'aux Déplacements. Le détail des émissions est expliqué ci-dessous :



Achats de biens et de services;

12% des émissions totales, soit 49 TCO₂eq.

On observe une hausse de 83% des émissions liées aux achats de produits et de 119% aux achats de services par rapport à 2022.



FRET;

0% des émissions totales, soit 0 TCO₂eq.

Il n'y a pas de fret comptabilisé pour la France.



Déplacements ;

87,3% des émissions totales, soit 351 TCO₂eq.

On observe une augmentation de 63% des émissions liées aux déplacements par avion pour la France avec une hausse des vols moyens courriers et des vols avec escales. En revanche, il y a une baisse de 27% des émissions liées aux déplacements Domicile-Travail, néanmoins celle-ci reste discutable en raison des extrapolations réalisées pour l'ensemble du staff. Mais de manière générale, le personnel de Paris utilise les transports en commun, le vélo ou la marche à pied, des moyens de transports qui émettent donc peu de GES.



Energie et Bâtiments ;

0,7% des émissions totales, soit 3 TCO₂eq.

Une baisse de 3% des émissions liées au chauffage est à noter.



Déchets ;

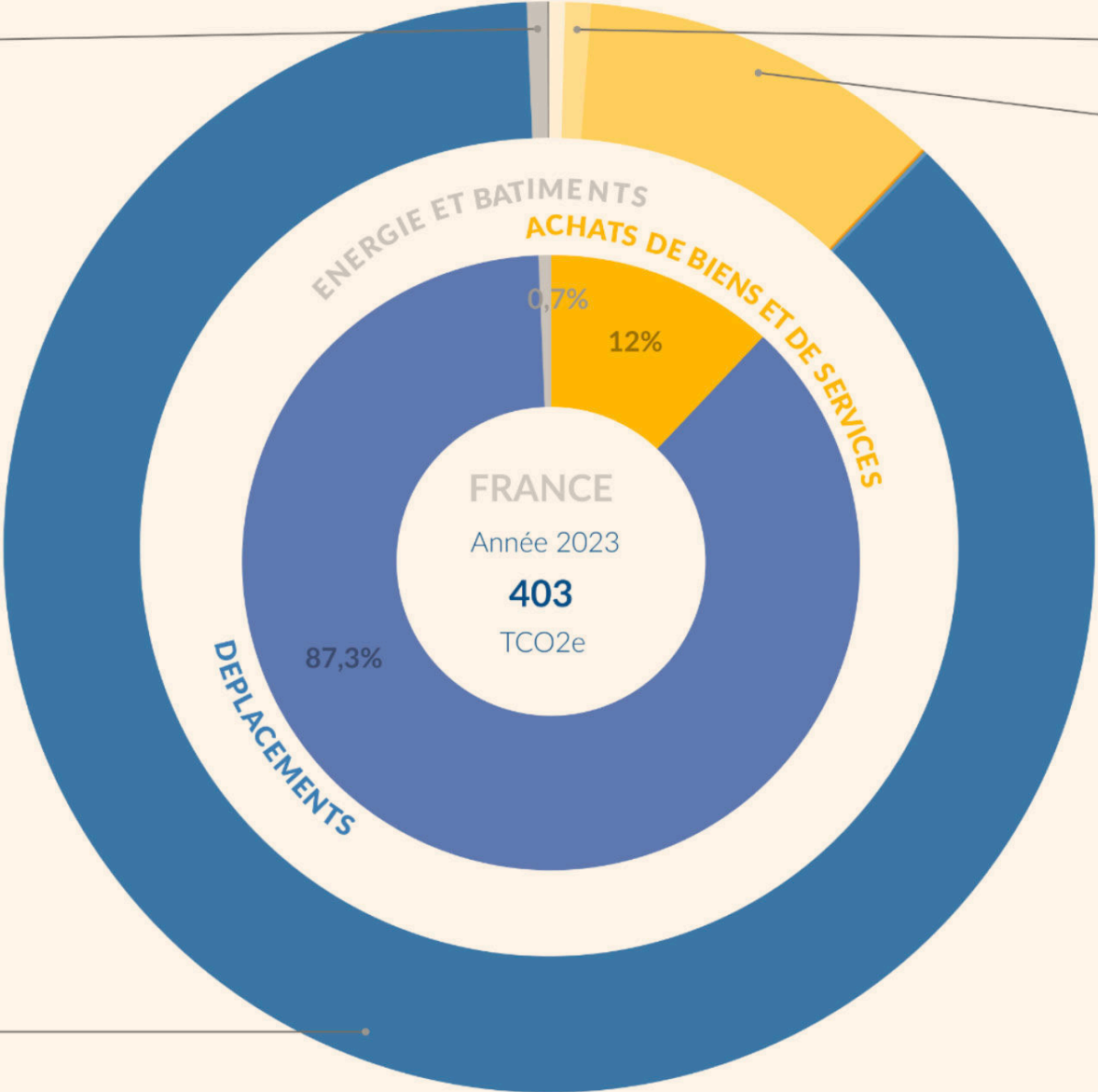
Déchets ; 0% des émissions totales, soit 0 TCO₂eq.

L'émission de déchets du siège de Paris n'a pas été prise en compte, elle représente cependant une infime partie des émissions de GES globales.

Bilan Carbone 2023 - France

Chauffage
0,6%

Achats de services
0,8%
Fournitures médicales
10,7%



Dép. prof. en avion
87,1%

ANALYSE COMPARATIVE ANNUELLE

21 768 TCO2Eq en 2023

En 2023, le Bilan Carbone d'ALIMA s'élève à **21 768 TCO2Eq**, contre **17 038 TCO2Eq** en 2022, **14 544 TCO2Eq** en 2020 et **12 950 TCO2Eq** en 2019. L'augmentation des émissions de GES par rapport aux années précédentes se justifie par plusieurs raisons, avec un impact majoritaire de :

l'ouverture de nouveaux projets de nutrition qui nécessitent l'achat d'intrants à fort impact environnemental. Bien que d'autres projets aient fermés en 2023, les projets nutrition, en raison des besoins en intrants nutritionnels, participent à l'augmentation de l'empreinte carbone de l'organisation. ALIMA tend vers des achats directs d'intrants, plutôt que le recours à d'autres partenaires, afin d'éviter les ruptures de produits.

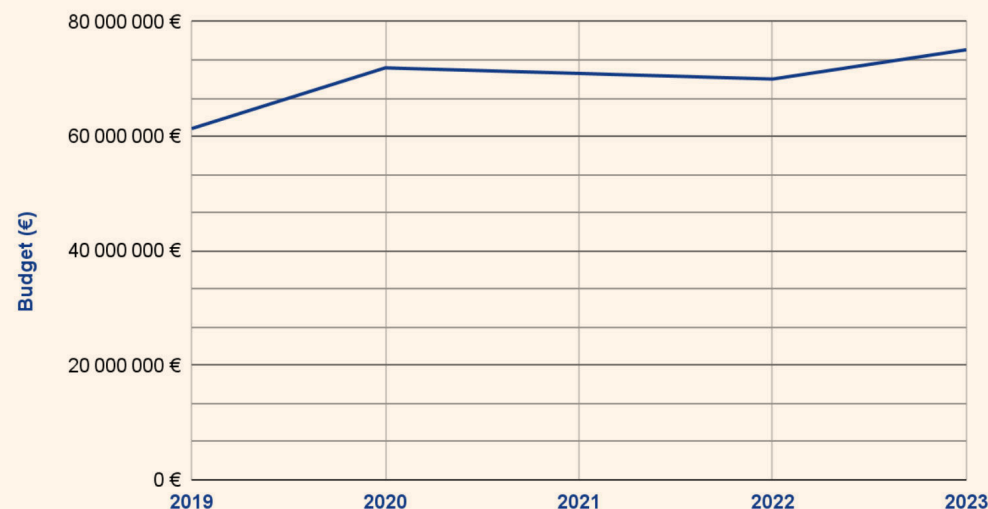
Et des impacts plus mineurs avec :

- **l'extension du périmètre d'intervention dès 2022 d'ALIMA** à l'Ukraine, l'Ethiopie/ Kenya et l'ouverture de nouveaux projets, accompagnée par une augmentation du volume budgétaire et des ressources humaines.
- **la précision de la mesure du Bilan Carbone** à partir de 2022 permettant une collecte de données plus détaillés et donc une mesure plus proche de la réalité.

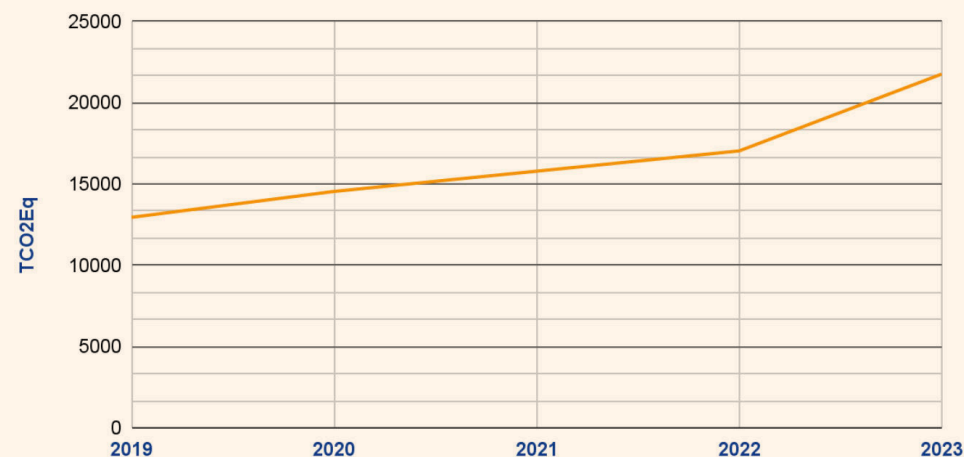
Evolution de l'empreinte carbone d'ALIMA selon le nombre d'employés et le budget annuel

	TCO2Eq	ETP	Budget (€)	Ratio TCO2e/ETP	Ratio KgCO2e/€
2019	12950	1920	61 324 000	6,74	0,21
2020	14544	2342	71 940 000	6,21	0,20
2022	17038	1814,26	69 984 000	9,39	0,24
2023	21768	1880,25	75 100 000	11,58	0,29

Evolution du volume financier ces 5 dernières années



Evolution de l'empreinte carbone d'ALIMA ces 5 dernières années



ANALYSE COMPARATIVE À PÉRIMÈTRES ET FACTEURS D'ÉMISSIONS ÉGAUX

21 768 TCO2Eq en 2023

Afin de mieux appréhender les évolutions des émissions, un tableau comparatif des émissions par catégorie a été créé, excluant l'agrandissement du périmètre d'étude et en uniformisant les facteurs d'émission utilisés.

Certains facteurs d'émissions ont été revus à la hausse, notamment l'essence, les gaz réfrigérants, l'électricité et le fret aérien. En revanche, on note une revue à la baisse du facteur d'émissions des médicaments.

Le premier tableau présente les résultats du Bilan Carbone 2022 avec les facteurs d'émissions utilisés pour la mesure. Le deuxième tableau uniformise les résultats du Bilan Carbone 2022 avec les facteurs d'émission de 2023. On remarque une augmentation de 4% des émissions sur le Bilan Carbone 2022 avec les facteurs d'émissions mis à jour (Tableau 2).

Entre 2022 et 2023, à facteurs d'émissions égaux, la variation est de **23%** (Tableau 2).

Le Tableau 3 indique les résultats des Bilans Carbone 2022 et 2023 à facteurs d'émissions égaux et périmètres constants (l'Ouganda et le Sud Soudan ont été retirés), étant donné que ces pays ne représentaient qu'une part très peu élevée des émissions globales, la variation reste de **23%** entre les deux dernières années. La hausse s'explique par la catégorie des **Achats de biens** qui a augmenté de **72%** en raison de l'ouverture de nouveaux projets nutritionnels, ainsi que celle du **Fret (+59% des émissions)** avec un recours accru au fret aérien et une augmentation généralisée des achats.

En résumé, si l'on avait souhaité calculer le Bilan Carbone 2022 avec le même périmètre organisationnel et les mêmes facteurs d'émissions, le résultat 2022 serait de **17 641 TCO2eq**, soit **4% de plus** que le calcul réel de 2022.

Tableau 1 : Résultats du Bilan Carbone 2022

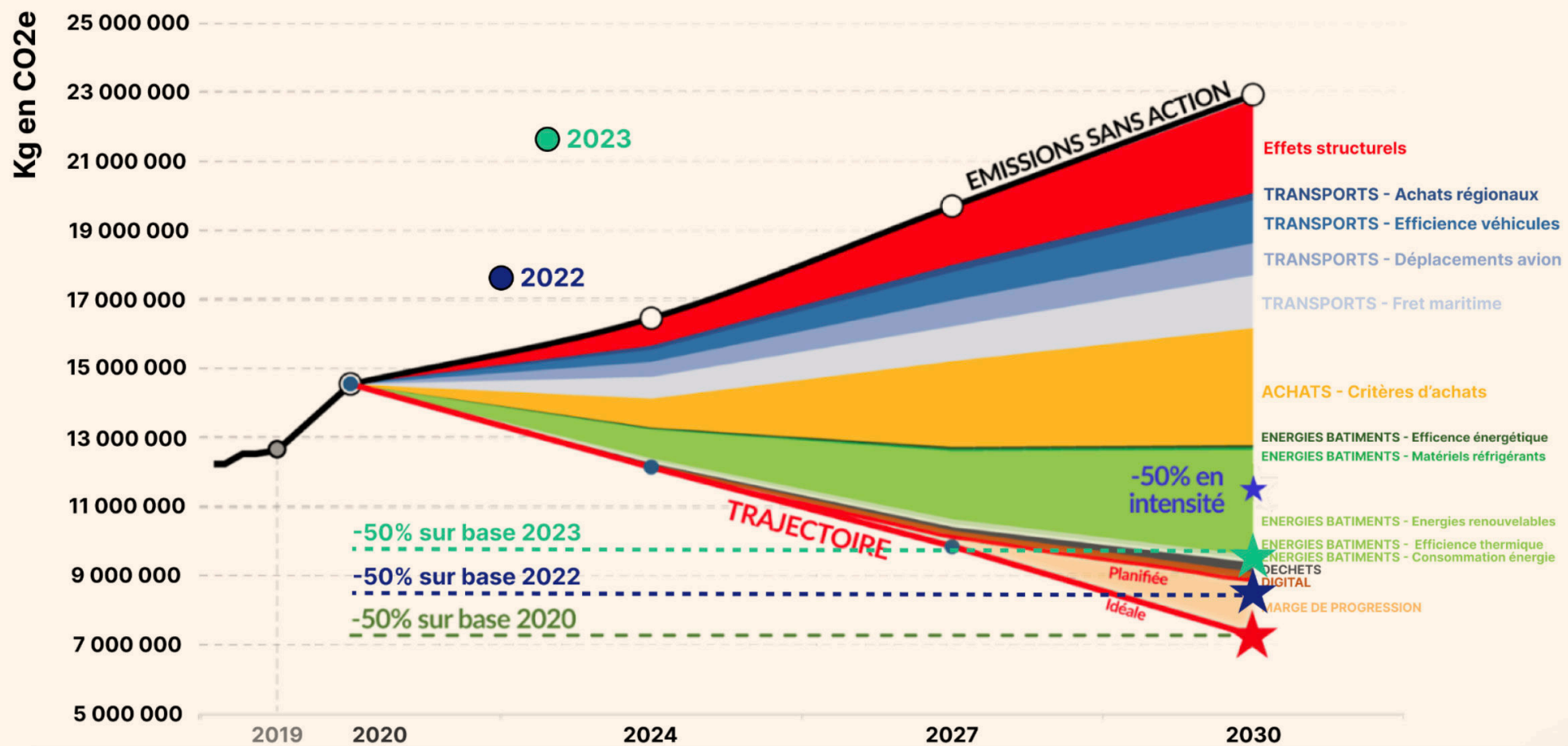
	2022 (TCO2Eq)
Energie	2 569
Achats de services	2 285
Achats de biens	5 845
Déplacements	5 249
Fret	1 015
Déchets	75
TOTAL	17 038

Tableau 2 : Evolution des émissions avec les facteurs d'émission uniformisés entre 2022 et 2023

	2022 (TCO2Eq)	2023 (TCO2Eq)	Variations (2022 Tab1/2022 Tab2)	Variations (2022/2023)
Energie	2 706	2 735	5%	1%
Achats de services	2 285	1 468	0%	-36%
Achats de biens	5 701	9 790	-2%	72%
Déplacements	5 921	6 080	13%	3%
Fret	982	1 565	-3%	59%
Déchets	75	130	0%	73%
TOTAL	17 670	21 768	4%	23%

Tableau 3 : Evolution des émissions à périmètre constant avec les facteurs d'émission uniformisés entre 2022 et 2023

	2022 (TCO2Eq)	2023 (TCO2Eq)	Variations (2022/2023)
Energie	2 706	2 735	1%
Achats de services	2 285	1 468	-36%
Achats de biens	5 701	9 790	72%
Déplacements	5 892	6 080	3%
Fret	982	1 565	59%
Déchets	75	130	73%
TOTAL	17 641	21 768	23%



La trajectoire de décarbonation de l'organisation a été mise en place lors de l'élaboration de la feuille de route environnementale publiée en 2021. Elle se base sur les résultats du bilan carbone 2020. Les résultats des deux derniers Bilans Carbone 2022 et 2023 ont été ajoutés, avec une estimation de réduction à hauteur de 50% (en absolu).

ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES

Même s'il est encore trop tôt pour évaluer leur impact définitif, les efforts réalisés depuis 2022 par ALIMA dans le cadre de son action environnementale commencent à porter leurs fruits. Les solutions déjà mises en oeuvre ont contribué à réduire les sources de pollution issues des interventions de l'ONG.

Au cours de l'année 2023, un bond en avant a par exemple été réalisé par ALIMA sur la réduction des déchets biomédicaux et ménagers. Quand ceux-ci ne pouvaient être évités, des options de recyclage ont pu limiter leur propagation dans les écosystèmes, et offrir des solutions de réutilisation au profit des filières locales de valorisation.

La mise aux normes de zones à déchets dans les structures de santé appuyées et la formation des personnels hygiénistes ont pu renforcer la réduction de l'impact des déchets médicaux et non médicaux, limitant ainsi les risques de contamination, de transmission de maladies et de pollution de l'environnement.

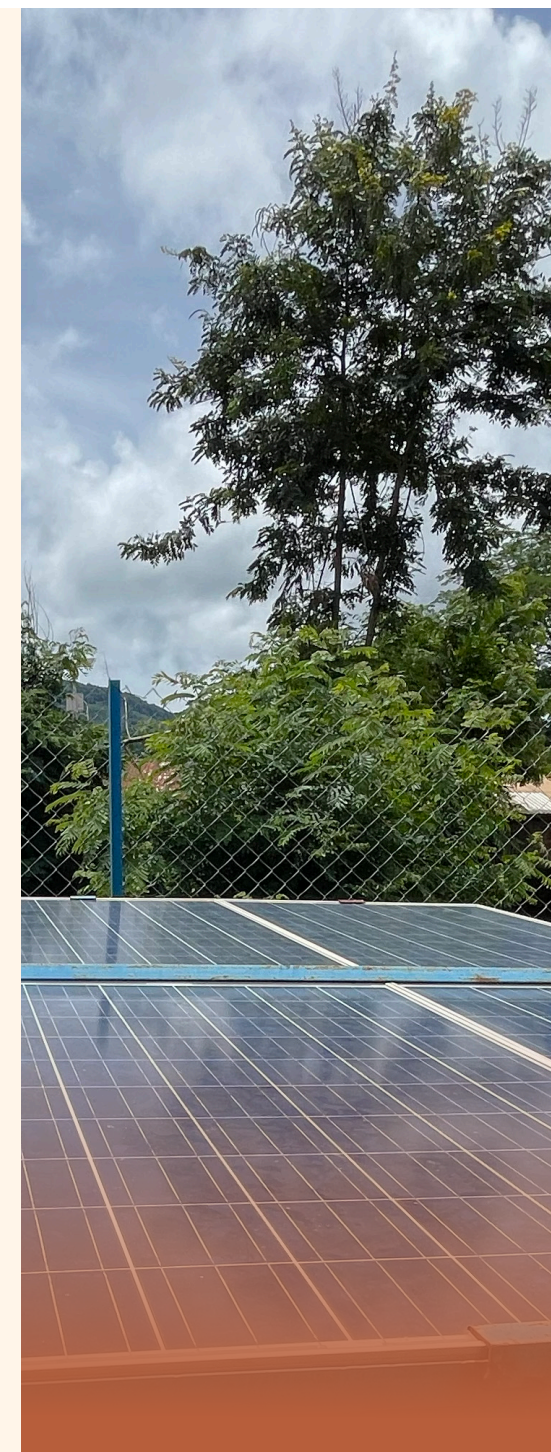
Malgré ces progrès, entre 2022 et 2023, le calcul de l'empreinte carbone d'ALIMA montre pourtant que celle-ci a **augmenté de 27%**. Si les solutions mises en oeuvre depuis 2 ans ont contribué à ralentir significativement cette dynamique, plusieurs **facteurs opérationnels, sectoriels et méthodologiques** permettent d'expliquer cette tendance à la hausse du Bilan carbone de l'ONG.

Face à des besoins humanitaires pressants, l'impact d'une croissance plus rapide que prévue

En 2023, le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel a atteint plus de 41 millions de personnes, soit les niveaux les plus élevés depuis 2013. Afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, **ALIMA a considérablement renforcé sa réponse nutritionnelle** dans la zone. Par ailleurs, l'ONG poursuit sa stratégie de **développement en Afrique de l'Est**, avec l'ouverture d'un bureau régional à Nairobi (Kenya) et de projets au Soudan, en Ethiopie et en Somalie. Enfin, ALIMA a ouvert la même **mission à Port-au-Prince (Haïti)**, où elle est l'une des seules ONG internationales à opérer.

Cette croissance opérationnelle s'est traduite par des **achats massifs de produits médicaux** (+72% par rapport à 2022), et notamment d'intrants nutritionnels destinés à la prise en charge de la malnutrition. Les émissions indirectement liées à la production, la transformation, le conditionnement et la distribution de ces items ont eu un impact considérable sur l'empreinte de certains pays ayant ouvert des projets nutritionnels en 2023 (Nigeria, Tchad, Niger).

L'impact de ces produits reste difficile à réduire en amont, en raison de l'absence de prise qu'ALIMA peut avoir à court terme auprès de ses fournisseurs. En conséquence d'une augmentation des achats, le fret a aussi augmenté de +59% par rapport à 2022. Malgré cela, des critères environnementaux sont progressivement mis en place dans la sélection des prestataires et fournisseurs de l'ONG. Des solutions de réduction en aval sont aussi mises en oeuvre afin de limiter l'impact environnemental de ces intrants.



ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES

Une méthodologie de calcul plus robuste, un périmètre plus large

L'augmentation du Bilan carbone d'ALIMA observée sur les deux dernières années tient aussi aux choix méthodologiques effectués pour son calcul. Le développement et le déploiement progressif d'outils internes plus adaptés à la réalité des activités de l'organisation a permis de **réduire la marge d'erreur de 37% (Bilans carbone 2019 et 2020) à 14% (2023)**, rendant presque caduques le calcul des émissions pour les années de référence.

Par ailleurs, la mise à jour de certains facteurs d'émissions entre 2022 et 2023 expliquent à elle seule l'augmentation de 4 points sur la variation de +27% d'une année à l'autre.

Le Scope 3 (achats de produits, services, fournitures médicales, matériel digital, matériel et équipements, médicaments, produits nutritionnels, déchets, déplacements et fret) représente **la majorité des émissions d'ALIMA avec 76,5% de son Bilan carbone**.

Ces émissions sont plus difficiles à réduire du fait qu'elles sont indirectes, et donc difficilement contrôlables par l'organisation qui ne peut, à elle seule, peser sur les choix de production de ses fournisseurs. Dès 2025, des arbitrages stratégiques tirant les leçons de cette dépendance aux émissions du reste du secteur devront être réalisés pour renforcer l'efficacité de l'action environnementale d'ALIMA.

Un accès limité aux financements structurants pour la transformation de l'ONG

Enfin, ALIMA se heurte à une barrière de taille pour accélérer sa transformation et passer à l'échelle les solutions prioritaires de sa feuille de route environnementale : **l'accès aux financements publics et privés reste limité**, et leur durée comme les délais associés ne sont pas toujours en phase avec la **temporalité des projets humanitaires d'urgence**.

L'optimisation des transports de personnes et de marchandises reste par exemple complexe à mettre en oeuvre à grande échelle : l'état des financements actuels ne permet pas à l'organisation d'amorcer des changements structurels sur sa chaîne d'approvisionnement (qui nécessiterait par exemple d'investir dans la création de stocks pré-positionnés au niveau sous-régional) ou sur la modernisation de sa flotte de véhicules (qui passerait par le recours à des solutions multi-pays et pluriannuelles de locations longue durée ou de leasing).

Si ALIMA a fourni par ailleurs des efforts considérables dans le développement des énergies renouvelables, permettant de rendre des structures de santé autonomes en énergie, l'ONG se heurte au même obstacle. De manière générale, des avancées manifestes sur le terrain ne sont toujours pas mises en lumière par l'exercice du Bilan carbone.

Il convient ainsi de noter que la structure globale du financement de l'action climatique reste largement favorable aux solutions d'atténuation, **au détriment de l'adaptation des systèmes de santé** des pays qui souffrent davantage de la dette climatique qu'ils n'ont historiquement contribué.



ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES

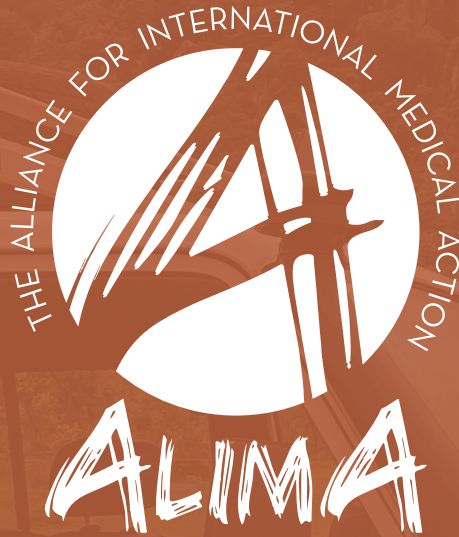
Quelles perspectives pour la suite ?

En 2025, et dans l'attente du calcul de son Bilan carbone 2024, ALIMA poursuivra les objectifs et priorités de sa feuille de route environnementale. Néanmoins, il serait contre-productif de ne pas tenir compte de l'éloignement significatif entre la trajectoire de décarbonation initialement planifiée (sur la base de son Bilan carbone 2020) et la trajectoire réelle constatée.

Les moyens et ressources mobilisés par ALIMA pour son action environnementale resteront alignés sur l'objectif réaffirmé de réduire de 62% (en intensité) son empreinte par rapport à 2020. Mais des ajustements devront avoir lieu : sur les actions prioritaires d'abord, en mettant l'accent sur les solutions au meilleur ratio coût/efficacité et sur lesquels l'ONG dispose d'une réelle marge de manoeuvre ; et sur la méthodologie de suivi-évaluation, qui doit permettre d'intégrer l'impact des choix (et des non-choix) sectoriels dans le calcul de son Bilan carbone. A cette fin, ALIMA prévoit une mise à jour de sa feuille de route environnementale au printemps 2025.

Pour un passage à l'échelle des solutions portées par cette feuille de route, un vrai changement de paradigme reste cependant nécessaire. Si l'engagement d'ALIMA envers la diminution de son impact environnemental reste inchangé, il apparaît nécessaire que l'ensemble de l'écosystème humanitaire se mobilise pour trouver des solutions durables et concertées à des problématiques communes. C'est l'unique condition pour un changement systémique des pratiques et un vrai impact dans la lutte contre le dérèglement climatique.





CARING
INNOVATING
TOGETHER

Rapport rédigé par Jérémy COUTELLE et Laura JONNARD.

L'Équipe Action environnementale souhaite remercier l'ensemble des collègues qui ont participé à la mesure du Bilan Carbone 2023, en particulier les équipes sur le terrain qui ont permis de remonter les données essentielles à la rédaction de ce rapport.

Contact:

Jérémy Coutelle, Environmental Action Project Manager
jeremy.coutelle@alima.ngo

